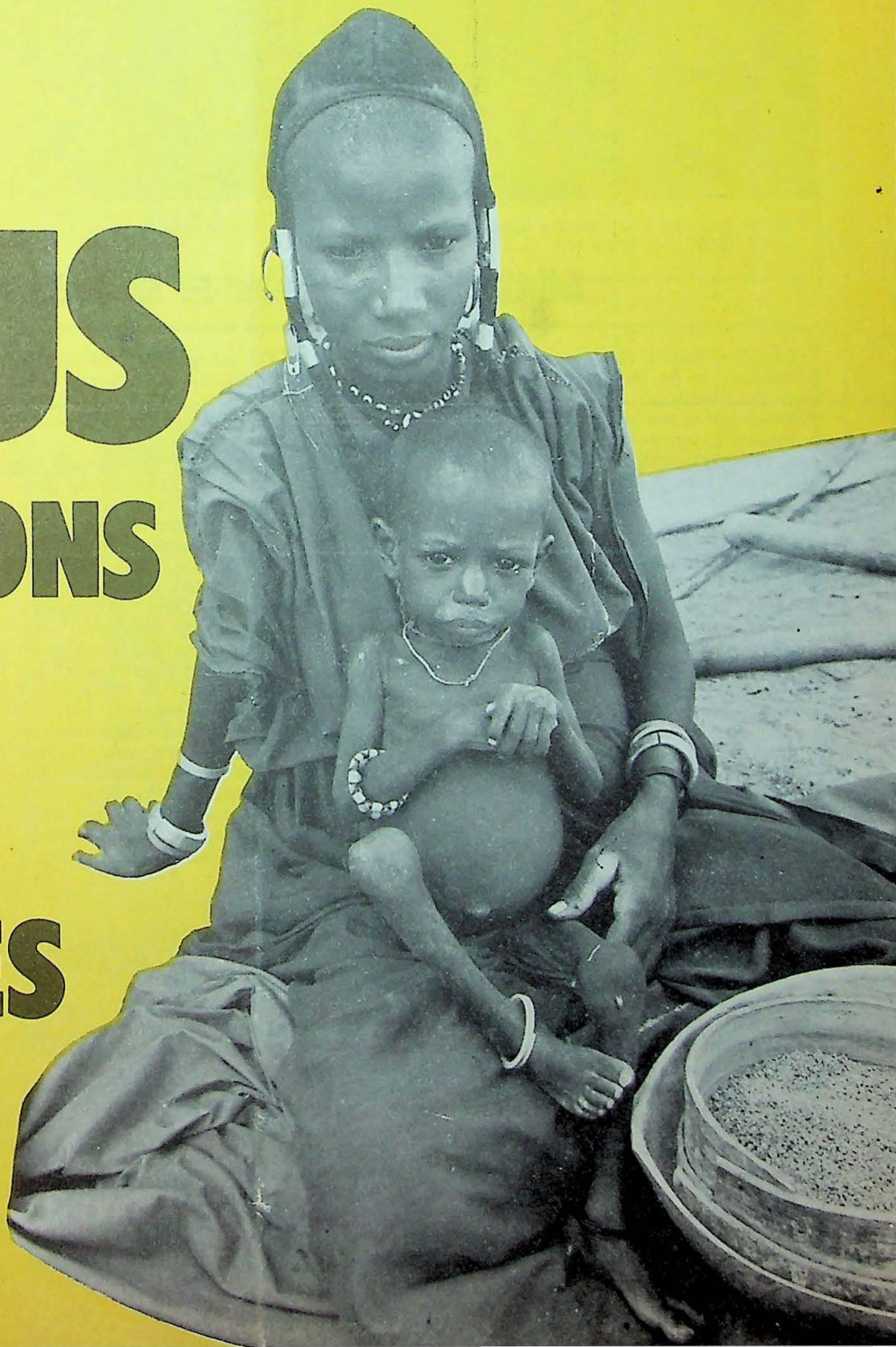
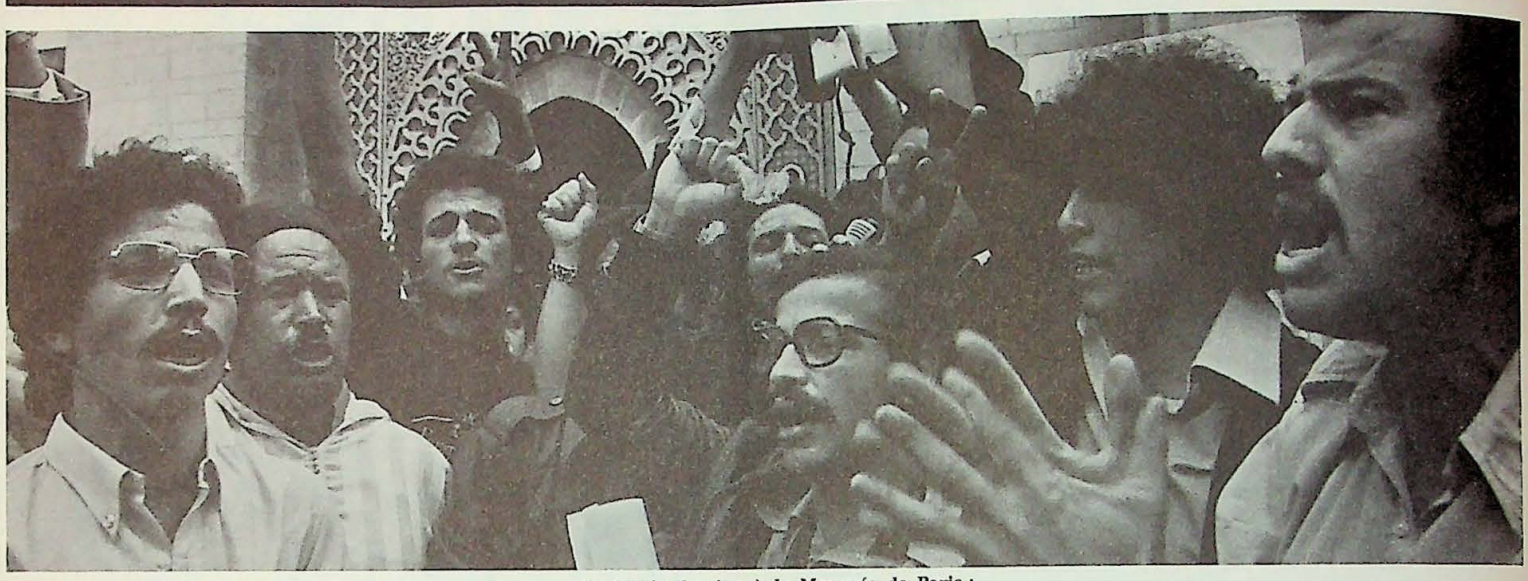
N° 793 — 4 F
DU 7 SEPT. AU 13 SEPT. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

Camp David : LE VA-TOUT

NOUS MANGEONS D'AUTRES PAS





Le 5 août dernier, à la Mosquée de Paris :
dernier hommage aux deux représentants de l'OLP assassinés au siège de la Ligue arabe.

Notre frère Ezzedine

Ezzedine Kalak, chef du bureau d'information et de liaison de l'Organisation de libération de la Palestine en France, est donc tombé à son tour, assassiné à son poste le 3 août 1978, 5 ans et demi après son prédécesseur Mahmoud Hamehari. La douleur et la colère que ses amis ressentent ne peuvent être apaisées par les proclamations d'usage sur le militant tombé et le combat qui se poursuit. Car les circonstances de sa mort et de celle de Hammad Adnan ajoutent à l'horreur du crime un sentiment aigre et désolant : Ezzedine n'a été tué ni par des agents israéliens ni par la C.I.A. ; en tout cas, pas directement.

Certains d'entre nous avaient rencontré Ezzedine à la fin des années 60 lorsque, jeune docteur en chimie de l'université de Poitiers, il dirigeait la branche française de l'Union générale des étudiants de Palestine ; dans les meetings et colloques, ou aux congrès de l'U.N.E.F., il défendait la cause alors méconnue de son peuple avec une passion que ne dissimulaient pas son calme et sa modestie. C'est en grande partie au travail militant d'Ezzedine et de ses camarades que le combat des Palestiniens fut peu à peu connu et compris par la gauche française.

En décembre 1972, Mahmoud Hamchari, représentant de l'O.L.P. à Paris, était victime d'un attentat perpétré par les services spéciaux israéliens. Venu au nom de l'O.L.P. aux obsèques de Mahmoud, mort un mois plus tard des suites de cet attentat, Ezzedine Kalak devait être nommé peu après représentant de l'O.L.P. à Paris (le militant qui avait assuré l'intérim, Mahmoud Saleh, sera assassiné à son tour en janvier 1977 au quartier latin). Depuis, son dévouement sans borne à la cause palestinienne s'était employé sur les terrains politique et diplomatique à tenter de contrecarrer la machine de la propagande israélienne si puissante en France. Lorsque le gouvernement français accepta l'ouverture officielle d'un bureau de l'O.L.P. à Paris, le statut d'Ezzedine Kalak devint semi-diplomatique, mais son activité ne se transforma pas pour autant : passant du Quai d'Orsay au plus petit meeting de solidarité, établissant ou renforçant des liens avec la gauche et l'extrême gauche, avec les syndicats ouvriers, tout en entretenant avec les autorités françaises officielles un type de relations auquel le ministère des Affaires étrangères lui-même a rendu hommage, Ezzedine Kalak défendait sans relâche le droit à l'existence du peuple palestinien, utilisant avec souplesse et intelligence sa parfaite connaissance de la politique française.

Il se savait menacé dans sa vie, et s'était habitué à vivre avec ce permanent danger de mort ; mais il circulait seul et sans arme, répugnant à demander aux autorités françaises une protection officielle qui aurait pu entraver son travail politique auprès des militants. Conscient que le sort des Palestiniens du Liban, de Jordanie ou des territoires occupés était autrement plus dangereux et pénible que celui d'un quasi-ambassadeur à Paris, il n'acceptait pas d'être plaint et ne réclamait pas un traitement particulier : il ne voulait être que le porte-parole fidèle de la direction de l'O.L.P. à Paris, et se donnait totalement à cette tâche. Il en est mort, sans avoir pu revoir sa Galilée natale, d'où il avait été chassé à l'âge de 12 ans.

Mahmoud Hamchari, Mohamed Boudia et tant d'autres mitlitants de la cause palestinienne ont été assassinés par les services israéliens : cela, c'était — si l'on peut dire — dans l'ordre des choses. Ce qui est insupportable dans les récents meurtres des délégués extérieurs de l'O.L.P. (Saïd Hammami à Londres, Ali Yassine à Koweït, Ezzedine Kalak à Paris), c'est que leurs morts permettent d'alimenter la campagne tendant à assimiler la Révolution palestinienne au terrorisme et à un règlement de comptes entre Arabes. Mais s'il est vrai que les meurtriers ne sont pas israéliens, il n'en demeure pas moins que les forces qui les ont téléguidés depuis l'Irak, pour obscures qu'elles soient, ont œuvré avec une efficacité redoutable dans le même sens que les assassins d'Hamchari : le principal bénéficiaire de ce carnage se nomme Menahem Begin. Dans le ballet diplomatique actuellement engagé, en effet, que peut rêver de mieux l'extrême-droite israélienne actuellement au pouvoir qu'un mouvement palestinien réduit à un Abou Nidal et à son groupe de Bagdad ?

C'est pour cela qu'il est plus que jamais nécessaire de renforcer notre solidarité avec la Résistance palestinienne et d'appuyer l'O.L.P., unique représentant légitime et internationalement reconnu du peuple palestinien. Par delà la souffrance que ses amis éprouvent devant ce crime odieux, cette solidarité renouvelée est le seul hommage qu'aurait réclamé Ezzedine Kalak, notre frère.

Jean MENDELSON ■

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

Le Centre Populaire de Formation Socialiste (CPFS) est un centre de formation ouvert à tous travailleurs, intellectuels, étudiants, syndicalistes. Il propose des thèmes d'étude et de réflexion marxiste et autogestionnaire.

Le Centre Populaire de Formation Socialiste se voudrait forum de rencontres et de discussions, outil d'acquisition de connaissances pour une meilleure intervention dans la lutte des classes.

La prochaine session aura lieu au dernier trimestre 78, au CREFA, 78, rue de Sèvres, 75007 Paris. Les cours débuteront le mardi 10 octobre et le vendredi 13 octobre avec un cycle d'études théorique et un cycle d'études historique. Un cycle d'études économique sera organisé au premier trimestre 1979.

Cycle théorique. — Le mardi, de 19 h à 21 h.

- **marxisme et écologie :** deux séances, les 10 et 17 octobre.
- **marxisme et féminisme :** une séance, le 24 octobre.
- **marxisme et nationalité :** deux séances, les 7 et 14 novembre.
- **marxisme et politique :** deux séances, les 21 et 28 novembre.
- **marxisme et autogestion :** une séance, le 5 décembre.

Cycle historique. — Le vendredi, de 19 h à 21 h (les thèmes de chaque séance seront précisés sous peu).

L'histoire des courants de pensée socialiste en France.

Cycle économique. — Premier trimestre 1979 (programme en cours d'élaboration).

BULLETIN D'INSCRIPTION AUX DEUX PREMIERS CYCLES

Nom : .....

.....

Prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

.....

.....

S'inscrit au cycle :
Théorie ☐ Histoire ☐

Règlement joint :
1 cycle : 70 F - 2 cycles : 120 F
C.C.P. ☐ Chèque bancaire ☐

à l'ordre de :
CPFS, C.C.P. 15 307 39 C Paris.

Désire recevoir le programme du cycle Economie ☐.

Bulletin à retourner à : Simone RUEL, CPFS, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

humeur

Garder la France propre...

L'INFORMATION de l'été, en dehors de l'apparition d'un nouveau chef d'Etat surnommé « Le Pape qui rit dans les Eglises », a été fournie par les spots de France-Inter et de la télévision racontant au nom de (je cite) l'Agence pour les déchets que notre pays était défiguré par les papiers gras et qu'il fallait les pourchasser pour « *garder la France propre* ». Renseignements pris, ce galeux, ce pelé sur lequel repose tout le mal menace à nouveau et nos filles et nos campagnes.

S'il est de plus en plus dangereux de se baigner dans la Seine, si le Rhône empoisonne la Méditerranée et si le Rhin détruit les cultures maraîchères hollandaises, c'est effectivement parce que le taux de papiers gras dissous y atteint un taux intolérable.

A Flammanvile, à Belleville, Braud Saint-Louis et ailleurs , les populations refusent l'installation des nouvelles centrales d'E.D.F. car elles redoutent que se produisent des fuites de papier gras ou encore qu'un accident ne disperse des papiers gras dans la région. On se souvient d'ailleurs, après la mort du Préfet Jannin il y a quelques jours, que c'est pour lutter contre la mise en place d'une centrale qui produirait plus de papiers gras qu'on lui en fournirait que Vital Michalon s'est fait tuer il y a treize mois par la police.

Dans plusieurs provinces françaises, et en particulier dans la région parisienne, on a mis en évidence une maladie qui décime très rapidement les arbres, plus particulièrement les arbres feuillus, et que les spécialistes attribuent presque unanimement à la prolifération des papiers gras vendus en promotion dans les supermarchés de la Ve République.

La plupart des plages françaises, notamment en Méditerranée, sont à tel point submergées par les papiers gras que des dizaines de milliers d'estivants du mois d'août n'ont pas encore fini de se gratter. Le seul moyen de calmer cette allergie est de bouffer du papier gras, c'est le principe même de l'homéopathie. Donc, le gouvernement organise un ramassage pour soigner le mal par le mal et a pondu à cet effet des tonnes de circulaires et de brochures qui ont l'immense avantage de ne pas encore être grasses, donc polluantes.

Autre méfait qui touche plusieurs zones industrielles : les émanations de papier gras dont on connaît encore mal les effets. Mais on sait déjà que le papier gras n'est pas très bon pour les yeux et pour les poumons.

Et enfin il devient difficile de se dissimuler que les papiers gras les plus fins se retrouvent sous des formes diverses dans nos nourritures qu'ils polluent dangereusement, même lorsqu'ils n'y parviennent qu'en très faibles doses. Ces mêmes papiers font crever les poissons et de nombreux animaux sauvages. Un exemple : la disparition des truites dans une rivière annonce l'apparition des premiers papiers nocifs.

Il était temps qu'une campagne nationale s'attaque au papier gras multiforme, il était plus que temps que la puissance publique se dresse contre ces crimes impunis.

La lutte contre papier gras doit devenir le plus tôt possible un impératif national et il ne serait pas de trop que l'on mobilise toutes les forces de l'ordre pour lui donner la chasse.

Un succès ferait bien plaisir aux quelques journalistes qui depuis des années s'en mettent plein les mains à force de les chasser tout seuls...

C.-M. VADROT ■

CREDIT PHOTO. — P. 1 : Salgado, Gamma ; p. 2 : A.F.P. ; p. 6 : Manuel Joaquim ; p. 7 : A.F.P. ; p. 8 : A.F.P. ; p. 11 : A.F.P. ; p. 12 : Manuel Joaquim, Salgado (Gamma) ; p. 13 : Burnett (Gamma) ; p. 14 : Ledru (Gamma) ; p. 15 : Abbas (Gamma) ; p. 17 : D.R. ; p. 18 : D.R. ; p. 19 : A.F.P. ; p. 20 : A.F.P. ; p 21 : Mingam (Gamma) ; p. 22 : D.R.

CINEMA 78

NUMERO DOUBLE

AOUT - SEPTEMBRE

SPECIAL
CINEMA U.S.A.

- Les temps incertains
- Le discours idéologique de la comédie musicale
- Journal de bord Hollywood
- Dictionnaire du film noir
- Le cinéma indépendant

DOSSIER
KENJI MIZOGUCHI

ENTRETIENS AVEC
CLAUDE D'ANNA
et MICHEL DEVILLE

et 16 pages supplémentaires.

TOUS LES FILMS
DE LA T.V.

En vente partout et
6, rue Ordener - Paris (18e)

sommaire

● Où va la France ?

L'ère de l'« homo faber »
par **M. Mousel** ..... p. 5-6
Le deuxième anniversaire du plan Barre
par **M. Anvers** ..... p. 7-8
Sondage, élections et hippisme
par **Y. Sparfel** ..... p. 9

● Social

Les risques du métier
par **J.-J. Cléry** ..... p. 11
Affaire Boussac : les nouveaux régents
par **Y. Sparfel** ..... p. 10

● Dossier

La faim dans le monde :
Nous mangeons, d'autres pas
par **R. Lanarche** ..... p. 12-13-14-15

● Enquête

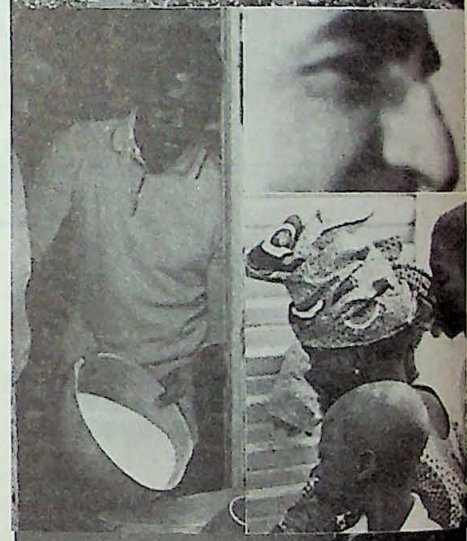
Société Française de Production :
Des malheurs qui ne sont pas perdus pour tout le monde
par **C.-M. Vadrot** ..... p. 16-17

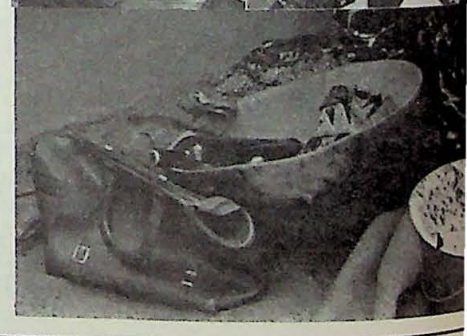
● Et pourtant elle tourne

Camp David : le va-tout
par **A. Tlemcen** ..... p. 18-19
La nouvelle solution française au Tchad : toute honte bue
par **Ph. Mariélie** ..... p. 19
Iran : la peur a changé de camp
par **A. Tlemcen** ..... p. 20-21

● Les armes de la critique

Films
par **F. Gastellier** ..... p. 22
Livres
par **J. Sanchez** ..... p. 23
Disques
par **M. Martin** ..... p. 24





bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaïdent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● **Et pourtant elle tourne :** J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● **Les Armes de la critique :** G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

L'ÈRE DE L' « HOMO FABER »...

Par Michel MOUSEL

GISCARD et Barre vont bientôt pouvoir fêter le premier anniversaire de la rupture de l'Union de la gauche. Marque-t-il pour autant l'avènement du « troisième millénaire » ? L'apparition sur la scène politique — un an après son coup d'éclat —, de l'homo faber, en l'espèce apothicaire muni de baumes et onguents pour panser les plaies de l'emploi, est là pour le laisser croire. En fait, il ne s'agit encore que d'un symbole : pas plus, mais pas moins.

Aux tribulations radicales de tous bords près, le paysage politique n'a pas beaucoup changé cet été. Les élections partielles témoignent d'une relative stabilité des rapports de force gauche-droite. La dernière en date, celle du Pas-de-Calais, semble certes indiquer un renforcement des « centres » au détriment des « extrêmes » — à interpréter avec prudence dans le cas d'une élection après invalidation. Elle a surtout permis aux giscardiens quelques couplets sur la social-démocratie, voie de l'avenir !

Giscard a toutes les raisons de profiter de l'échec de mars pour relancer son projet fondamental, qui vient d'être rappelé à Rambouillet : **« Le gouvernement doit poursuivre la politique d'ouverture et rechercher, chaque fois que c'est possible, un consensus sur les grands problèmes d'intérêt national ».** Or, pour l'instant, ça ne débouche guère que sur la nomination de quelques hauts fonctionnaires qui soignaient — avant mars —, leur image socialisante, ce qui est assez dérisoire, et sur la mission Robert Fabre, ce qui, très isolément, reste assez minable.

La meilleure image de cette immobilité politique nous a été donnée à propos, justement, du chômage, problème **« d'intérêt national »** s'il en est. On attendait un leader de la gauche (passons, encore une fois, sur Robert Fabre) pour tâter le pouls du consensus. Qui se présente ? Georges Marchais. On ne va quand même pas discuter avec lui quand on sait que son unique souci est de redorer son blason d'opposition ouvrière pure et dure. A l'inverse, ce que Marchais peut venir faire sans risque (ni résultat) à Matignon, aucun dirigeant du P.S. ne peut (encore) se le permettre.

On voit ainsi mieux ce qui bloque la politique d'ouverture :

● **Ce qui n'a pas changé depuis un an,** c'est que Giscard n'avance que dans la mesure où on lui dégage le terrain. C'était vrai avant mars, quand il a plus tiré profit de Rocard ou Marchais que de ses propres initiatives. Ça l'est encore depuis : sur le plan social, la laborieuse reconversion des stratégies syndicales a rendu possible une avancée considérable dans ce que Barre nomme joliment l'assainissement de l'économie ; mais sur le plan politique, on en est encore à s'observer.

● **Les chances de réussite de l'opération** se jouent pour une bonne part au sein du P.S. Mais quel responsable de ce parti peut aller loin en ce sens avant le congrès ? Voilà qui reporte d'autant les échéances et limite les manœuvres de Giscard aux opérations subalternes.

POURTANT, l'ouverture vers la gauche est une dimension indispensable de la politique Barre-Giscard : il n'y a pas, d'un côté, la politique économique et sociale, et d'autre part les rêves d'ouverture. Les deux éléments se complètent et, de ce point de vue, c'est moins le choix de Robert Fabre

que le contenu de sa mission qui est significatif.

La politique de Barre à l'état brut, sur fond de paysage politique et syndical inchangé, ne satisfait manifestement pas les différentes composantes de la majorité. Pas les couches moyennes chères au R.P.R., bien sûr. Mais pas non plus les projets modernistes du courant giscardien. Celui-ci ne peut quand même se contenter de ce sur quoi débouche le libéralisme dogmatique du Premier ministre : sur des satisfactions aussi enivrantes que celles que Salazar offrait au Portugal — la monnaie stable (avec l'aide du dollar) et une balance commerciale excédentaire. Sur une économie en voie de sous-développement : on a eu la peau de Boussac, mais c'est pour mettre en selle les frères Willot que rien ne prédispose à des reconversions hardies ; on peut pousser des cocoricos sur l'absorption de Chrysler, mais difficilement oublier que l'on conduit l'industrie automobile française à faire du montage à partir de technologies importées (en faisant, de surcroît, un pari sur des salaires relativement bas). Finalement, sur une aggravation très sensible du chômage sans la contre-partie d'une capacité à rivaliser avec les trois grands de l'économie mondiale.

Et, en plus, la résistance des salariés n'est pas complètement brisée — les réactions dans les sphères gouvernementales au rattrapage du printemps sont à cet égard édifiantes. C'est pourquoi le problème essentiel de Giscard est de faire cogérer la restructuration par les couches sociales modernistes dont une fraction importante s'est reconnue dans le P.S., et le chômage par une partie de l'opposition. Dans quel délai ? Il est intéressant de noter que Barre a fixé à l'automne 79 la prochaine échéance : c'est-à-dire après les élections européennes. Là, on espère bien avoir ferré le P.S. dans les stratégies de collaboration de la 2e internationale, et consommé pour longtemps la désunion de la gauche.

CE délai est très exactement celui qui reste pour inverser le cours des choses. Parce que, d'ici là, les contradictions de la politique gouvernementale ont toutes chances de s'accuser, et rien d'irréparable ne sera encore commis du côté de la gauche. Rien d'irréparable... à condition qu'elle-même sorte de l'immobilité.

C'est évidemment le problème du chômage qui va se trouver au cœur de cette possibilité de changement. La majorité s'inquiète aujourd'hui de ce résultat le plus immédiatement tangible de la politique de Barre : la multiplication accélérée des licenciements et fermetures dentreprises (faut-il rappeler que la Direction politique nationale du P.S.U. avait très exactement prévu cette évolution ?). Elle s'en inquiète parce qu'elle craint

le franchissement d'un « seuil de tolérance ». Elle va donc chercher à le rendre tolérable, en multipliant les solutions partielles, à côté desquelles les procédures d'indemnisation et les stages n'étaient encore que du bricolage. Objectif : diviser un peu plus la classe ouvrière, favoriser l'éclosion d'activités extérieures en secteur directement productif. C'est ici que la mission confiée à Robert Fabre prend sa valeur symbolique.

Toute la question est de savoir si elle trouvera des oreilles compréhensives, ou si elle se heurtera à un projet global et alternatif. Entre les deux, il n'y a rien : les protestations indignées, les grands spectacles de classe ne feront pas oublier à la classe en question comment elle en est arrivée là, et peuvent parfaitement couvrir des compromis en forme de reculades. D'autant que les oreilles compréhensives peuvent aussi se parer d'atouts anticapitalistes, voire autogestionnaires. La menace n'est pas si loin. Quand Edmond Maire indiquait au **Monde** qu'il ne pouvait être question d'accepter d'aménager l'emploi en dehors du secteur de la production en laissant aux capitalistes le soin de restructurer celui-ci, c'est bien que la question se pose. La « nouvelle gauche » française a tout à méditer de ce qui est arrivé à sa sœur américaine.

C'EST ici que rebondit notre débat avec les tenants de l'expérimentation sociale comme avec les écologistes. Sans projet global débouchant sur une conception radicalement différente du développement et du pouvoir, la contestation de la croissance et des rapports sociaux peut servir simplement à huiler la mécanique de la restructuration. Comme ne tenir aucun compte — sinon en paroles — de la volonté de vivre et travailler autrement conduit à un projet totalement plaqué sur les aspirations profondes autour desquelles peut se nouer une nouvelle unité des travailleurs. Il est urgent de refaire l'alliance entre les deux termes — projet global et changement de la vie quotidienne. Et sans attendre que cela vienne à l'occasion d'échéances électorales, car c'est dans l'année qui s'ouvre que les pièces vont se mettre en place sur l'échiquier.

M. M.

A qui servira le nouveau pape ?

L'image de marque de Jean Paul 1er se veut rassurante et pastorale. Pourtant, jusqu'ici, il s'est surtout montré homme de tradition et d'autorité.

par Roger PARMENTIER (*)

Jean-Paul Ier intronisé : les conservateurs ont pris leurs dispositions.

TOUS ceux (chrétiens ou non-chrétiens) qui luttent contre l'influence séculaire et catastrophique de l'idéologie religieuse sur les masses seront bien avisés de ne pas considérer de façon sentimentale, ou avec amusement à l'égard d'un folklore, l'actuel changement de pape.

Conditionné sévèrement par l'institution catholique romaine, ce dernier ne disposera que d'une étroite marge de manœuvre personnelle. Même s'il le désirait, agira-t-il pour faire advenir une Eglise chrétienne libérée ? Les raisons ne manquent pas d'en douter.

Qui est Jean-Paul 1er ? Ou plutôt qui était-il jusqu'ici ? Un inconnu sur la scène internationale. Parmi les candidats possibles (les « papabili »), il n'était qu'au vingtième rang. Son comportement, en tant que patriarche de Venise, passait pour un des plus conservateurs. On dit qu'il n'a aucune expérience des rouages diplomatiques et politiques de la Curie romaine (ce qui est sans doute davantage une faiblesse qu'une force). C'est un Italien de la Vénétie, sa province natale, dont il n'est jamais sorti, l'une des plus traditionnalistes d'Italie. Paul VI ne l'avait pas nommé par hasard au poste éminent qu'il occupait.

Mais, d'autre part, on le dit affable, souriant, enfant d'une famille ouvrière (ce qui n'est pas une garantie : Pie XII ne l'était-il pas aussi ?). Son « image de marque » est rassurante et « pastorale », mais pour quoi faire ?

La majorité des cardinaux ont été mis en place par Paul VI dans le double but d'empêcher que le Concile et son esprit fassent voler en éclats la vieille institution, et pourtant qu'un certain « aggiornamento » progresse. De fait, son propre pontificat a réussi à maîtriser l'explosion du Concile, de façon consternante aux yeux de beaucoup ; il l'a transformé en un mouvement lent et continu, davantage destiné à modifier l'image de l'Eglise plutôt que sa structure et son rôle. En absorbant, en freinant l'élan dynamique d'un Concile bien tardif et relativement timide, il s'est efforcé d'éviter les déchirures, de chercher à concilier l'inconciliable. Ce faisant, il a honnêtement servi son institution. Est-ce une ambition suffisante pour un chrétien ? Comme l'écrit un observateur italien : **« Il a probablement moins bien servi le christianisme en tant que message adressé aux pauvres et aux opprimés ».** On est loin de la contestation radicale vécue par un certain Jésus de Nazareth et les prophètes.

ET maintenant ? Les cardinaux du tiers monde notamment voulaient obtenir un débat de fond avant l'élection. Faire préciser les exigences de la situation actuelle pour tenter de définir le portrait-robot d'un pape à la hauteur des drames contemporains et de l'urgence à transformer la mentalité et le comportement des Eglises et des chrétiens. Impossible. En arrivant pour le conclave, ils ont découvert, avec le mécontentement qu'on imagine, que leurs collègues italiens (et particulièrement le cardinal Bénelli) avaient parfaitement organisé sans les attendre leur jeu électoral.

On peut toujours avoir des surprises (comme avec Jean XXIII) mais les dispositions des conservateurs ont été bien prises. En choisissant un pape sans expérience diplomatique et sans « prise » jusqu'ici sur l'appareil, les hommes de la Curie et les autres traditionnalistes peuvent espérer jouer un rôle décisif, au moins pendant plusieurs années. Les tâches confiées au cardinal Bénelli, par exemple, seront un test. Les hommes du tiers monde ont peut-être espéré avoir les mains plus libres avec un provincial italien que les grands problèmes du monde n'ont guère préoccupé jusqu'à maintenant, semble-t-il. Il a d'ailleurs déjà dit quelques mots dans ce sens.

POUR une autre raison, le choix peut paraître habile à un « christianisme éclaté », en perte de vitesse à tous égards : il était tentant d'élire un homme apparemment non tourmenté, offrant l'image d'une assurance complète dans la tradition et ses valeurs, un homme souriant et bonhomme. N'est-ce pas destiné à séduire et à répondre au besoin de sécurisation des masses (sous toutes les latitudes !) ? Ne va-t-on pas chercher à nous faire croire que l'Eglise catholique, **« mère bienveillante, rajeunie par le concile mais immuable dans sa substance, est là pour accueillir et consoler les hommes blessés par un monde violent et déçus par une révolution qui ne se réalise pas ? La chaleur humaine de Jean-Paul 1er pourrait donner beaucoup de crédibilité à cette conception conservatrice et dangereuse des problèmes actuels ».**

On sait en tout cas déjà, qu'en tant que patriarche de Venise, il s'est prononcé vigoureusement contre les lois italiennes qui instituent le divorce et règlent l'avortement ; il a même dissout des associations d'étudiants qui voulaient plus d'indépendance en ce domaine. Il est nettement anticommuniste. On ne lui connaît aucune expérience œcuménique. A tous égards c'est un homme d'autorité.

Il n'y a rien dans tout cela qui puisse réjouir.

(*) Roger Parmentier est militant P.S.U. (Créteil), membre des C.P.S. (Chrétiens pour le socialisme) et auteur d'un ouvrage **L'Evangile autrement,** aux Ed. du Centurion (voir **T.S.**, n° 792, juillet 1978).

Le deuxième anniversaire du plan Barre

Prix, commerce extérieur, investissements, salaires, emplois : le bilan le plus désastreux de l'après-guerre.

On imagine déjà le ton modéré, les propos nuancés qui célèbreront dans quelques jours le deuxième anniversaire du Plan Barre. Les chantres officiels devront cependant faire preuve d'une plus grande imagination qu'à Rambouillet où le bavardage gouvernemental a montré un essoufflement certain : « *Les difficultés sont évidentes, l'action doit être tenace et méthodique, les résultats suivront.* » Rien de bien nouveau, sauf pour une presse douée d'une extraordinaire capacité d'oubli.

L'imagination verbale sera en effet d'autant plus nécessaire que le bilan de deux ans d'application de la politique du « meilleur économiste de France » aura été sans conteste le plus désastreux de l'après-guerre. Aucun Premier ministre ou Président du Conseil sous la IVe ne pourrait se prévaloir d'un tel dérapage inflationniste, d'une telle progression du chômage, d'une telle liquidation de capacités de production.

Bref, Barre, en la matière a battu tous les records.

En deux ans de plan anti-inflationniste, les prix auront augmenté en France de près de 20 % (contre 7 % en Allemagne, 11 % au Japon et 14 % aux Etats-Unis). Conséquence directe sur l'épargne (style livret de Caisse d'épargne) qui en huit ans a perdu le quart de son pouvoir d'achat : où en sont les promesses de Blois sur l'épargne indexé ? En deux ans de plan Barre, selon les chiffres officiels, qui en minorent l'ampleur, le nombre de chômeurs est passé de 920 000 à 1 240 000. En deux ans, le dogme de l'équilibre budgétaire a fait long feu ; ce que Barre considérait comme un impératif de bonne gestion est devenu une nécessité au service de la croissance. D'un budget voté en équilibre pour 1977, on passe à un déficit de 15 milliards, et à un déficit de quelque 30 milliards en 1978, annoncé en partie comme une contribution de la France à l'effort international du soutien de la croissance décidé à Bonn — alors que ce déficit prévisionnel était connu depuis quelques semaines avant même le « sommet » des pays industrialisés.

Rééquilibrage précaire

Oui mais, souligneront les caisses de résonance de la grande bourgeoisie, le franc s'est affermi et le commerce extérieur est redevenu excédentaire : voilà la véritable réussite du Plan Barre. Ils oublient qu'il n'est pas besoin d'être le meilleur économiste de France pour savoir que tout ralentissement de la croissance engendre automatiquement une diminution relative des importations. Cette politique est à la portée du premier béotien de droite venu. D'ailleurs, la fragilité de ce « succès » vient d'être souligné par les Commissions du Plan : « *Le retour à l'équilibre a été facilité par une croissance relativement faible... il est certain que les importations, qui ont quasiment stagné, se développeraient si la croissance s'accélérait.* »

De plus, la politique de Barre entièrement tournée vers le rétablissement du solde commercial par le ralentissement de l'activité hypothèque sérieusement à terme ce rééquilibrage. D'une part, parce qu'il n'a pas réussi à freiner l'inflation et d'autre part, parce que les investissements ont fait les frais de l'opération : ils plafonnent pratiquement depuis trois ans, et leur reprise promise d'abord pour le second semestre 1977, puis pour la période post-législative est maintenant envisagée pour « l'automne 1979 » (Barre). Or, ces deux facteurs sont naturellement déterminants pour la compétitivité de nos belles productions.

Une révolution qu'on n'attendait pas

Mais surtout, la politique barrienne a eu ceci de remarquable qu'elle a exigé le plus long plafonnement du pouvoir d'achat de l'après-guerre au moment même où la France pouvait basculer à gauche, tout en mettant en place le plus formidable dispositif procapitaliste jamais vu depuis les années trente. Dix ans après 68, une révolution a bien eu lieu en France, mais ce n'était pas celle que l'on attendait.

Dès lors, les patrons et Barre ont décidé de ne plus se gêner ; seule une mobilisation massive des travailleurs — ne pas désespérer — ou des manœuvres politiciennes de la part du R.P.R. pourraient remettre en question l'édifice libéral.

Alors, la suite ? Hé bien, la suite, ce sera la continuation de l'avancée libérale. On vient de le voir avec la liquidation de 40 ans de politique pétrolière à caractère indépendantiste. On s'en rend compte chaque jour avec les fermetures et mises au rebut des instruments de production considérés comme un poids, dont doit se débarrasser

Barre et Dominati à Rambouillet :
« Les difficultés sont évidentes... »

l'économie française pour affronter la nouvelle division internationale du travail, planche de salut plus politique qu'économique. D'où les « sacrifices » du textile, des chantiers navals, de la sidérurgie avec le fantastique gaspillage que cela entraîne. La fermeture du chantier de l'aciérie à l'oxygène de Neuves-Maisons construite à 90 % en est le symbole. Le coût de l'usine ? une paille : 400 millions de francs : 40 milliards d'anciens francs.

Pas d'« excès » sur les salaires

Au plan de l'évolution des salaires, rien à attendre non plus ; Barre va donner d'ailleurs prochainement un avertissement aux patrons. Il estime que l'augmentation de 5 % du salaire horaire ouvrier au deuxième trimestre 1978 risque de mettre en cause le déroulement de son plan. Pourtant cette évolution concerne en priorité les bas salaires dont il a souvent dit souhaiter un relèvement ; par ailleurs, ces 5 % rattrapent en quelque sorte les 2,2 % du trimestre précédent (hausse la plus faible depuis 1971). Rien à faire : Barre menace de retirer les commandes de l'Etat et les prêts publics aux entreprises qui feraient des « excès » sur les salaires. L'avenir en matière salariale : il se trouve tout tracé dans les recommandations du Comité du Financement du VII[e] Plan : « *La libération des prix des produits industriels rend indispensable la poursuite d'une politique normative de contrôle de la progression des revenus.* »

Quant à l'emploi, ses perspectives ne sont guère plus brillantes. Les prochaines années risquent de voir le niveau du chômage atteindre les 1,5, 1,6 million de « demandeurs d'emploi », avertit le Commissariat au Plan qui précise qu'entre 1975 et 1977, sur les 530 000 créations d'emploi escomptées, seulement 50 000 ont vu le jour, tandis que les effectifs de l'industrie dans le même temps diminuaient de 135 000 — selon les prévisions, ils auraient dû augmenter de 86 000. Et le Comité de l'emploi et du travail de préciser : « *Tout se passe comme si notre pays, malgré les succès réalisés en matière d'exportations de biens d'équipement, maîtrisait de moins en moins bien son propre développement, l'action des pouvoirs publics en matière de politiques spécifiques de l'emploi n'a pas entraîné les effets qu'on était en droit d'attendre... Dès lors, ces politiques spécifiques présentent des risques non négligeables d'accentuer à moyen terme la précarité de l'emploi et de conduire à des situations sociales difficilement maîtrisables.* »

Marc ANVERS ■

Sondage, élections et hippisme

Echantillon : 1 464 personnes. Objectif : savoir ce que la France profonde pense de la situation politique en cette rentrée morose six mois après les élections. C'était un sondage IFOP de l'hebdomadaire *Le Point*. Les résultats qui ont suscité bien des commentaires désabusés peuvent ainsi résumer les impressions des Français : Marchais, mauvais ; Mitterrand, trop vieux pour 81 ; Giscard rate ses ouvertures vers la gauche ; Chirac gueule trop ; enfin Barre nous assomme. Plus brièvement : la gauche va mal et la droite ne se porte pas bien.

Si la « cote » des leaders politiques n'est pas bonne, les stratégies de leurs partis font elles aussi l'objet de réserves. Mitterrand et son parti se voient souhaiter une alliance avec Giscard par 30 % des sondés, contre 39 % qui espèrent une alliance avec le P.C.F. Ce dernier, estime 57 % de la « France profonde », va perdre du terrain dans l'avenir face aux socialistes (40 % des électeurs communistes pensent la même chose, ce qui n'est pas mince).

Ce P.S., principale force de gauche, les Français lui voient Rocard comme chef de file si Mitterrand devait s'en aller (39 % des électeurs socialistes et 26 % des électeurs communistes apprécient ainsi la succession de l'actuel leader du parti socialiste).

Marchais par contre ne semble pas mériter un successeur puisque 74 % des électeurs communistes considèrent qu'il est bon qu'il demeure secrétaire général. Pourtant, 67 % des personnes interrogées remarquent qu'il n'a pas, avec son comité central, réglé le problème des contestataires (57 % même parmi les électeurs communistes pensent le contraire). Ellenstein ou Althusser glanent là des lauriers inattendus.

Après les vedettes de gauche qui ne font guère recette, voyons si celles de droite jouent à guichets fermés. Eh bien non, puisque le spectacle Barre ne change pas selon 70 % des sondés, que 44 % (contre 28 % de fidèles) le désapprouvent et que 34 % aimeraient bien qu'il ne soit plus tête d'affiche (contre 37 % de « fans »).

Giscard est un peu hors concours. Les Français le jouent encore comme s'ils choisissaient un bon jockey sur un mauvais cheval. 59 % estiment qu'il n'a pas changé depuis les élections ; 30 % qu'il n'aura pas de souci politique à se faire d'ici 1981, même si 46 % croient que 1979 (élections au Parlement européen) sera un grand rendez-vous où il devra faire ses preuves.

Il n'a pas tout réussi dans ses dernières courses : avec Chirac, 55 % croient qu'il s'est mal entendu, avec l'écurie de gauche 44 % trouvent que ça a traîné (malgré une belle ligne droite avec Fabre), avec les casaques syndicales et sociales, 43 % misent sur un échec malgré le picotin de l'ouverture sociale. En un mot V.G.E. monte bien mais ne gagne pas toujours.

Chirac et le R.P.R. par contre paraissent avoir aux yeux des Français un meilleur avenir (32 %) que l'U.D.F. (25 %), même s'ils doivent s'entendre pour 50 % des sondés plutôt que se combattre (25 %).

Dans leur dernière course, les élections partielles de la 4[e] circonscription du Pas-de-Calais, ces deux organisations se combattaient justement. Résultat : l'U.D.F., avec Léonce Deprey, gagne un peu en pourcentage, le R.P.R. perd 7,5 %. Autre perdant : le P.C.F., qui passe, six mois après mars 78, de 13,2 % à 6,4 % (4 000 voix de moins). Le grand vainqueur se nomme Claude Wilquin, du P.S., invalidé pour utilisation tardive des gaullistes de gauche (et pourtant...). Avec 49,16 % des suffrages (+ 17 % par rapport à mars 78), il met presque un tour dans la vue à ses adversaires. Au deuxième, ils ont peu de chance de le rattraper. Il sera donc probablement élu. Jean-Jacques Servan-Schreiber doit expressément s'en inquiéter à Nancy où il courra sur obstacles (les licenciements de la sidérurgie). Quant à La Malène, le bétonneur R.P.R., à Paris, il risque fort de voir les parieurs U.D.F., faute de la présence de leur cheval favori, reporter leurs suffrages sur Edwige Avice, drivée par le P.S.

Tous ces chiffres et ces résultats du week-end vous étaient offerts par le *Turfiste soucieux* (TS). Soucieux bien entendu que vous preniez tout cela au sérieux, car si on peut rire des sondages et des résultats électoraux, encore faut-il ne pas avoir parié trop gros...

Conclusion : la politique (sondée ou pas) n'étant plus ce qu'elle était, changeons-la...

Y.S. ■

Les risques du métier

1 million d'accidents du travail en 1976 ; 1907 tués. Le secteur du Bâtiment et des Travaux publics est en tête. Les immigrés paient le prix le plus fort à la loi du rendement.

La lecture du rapport statistique annuel de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés ne laisse aucun doute : tout le monde ne se tue pas au travail. Nous le savions à vrai dire déjà, depuis la catastrophe de Courrières qui tua 1 100 mineurs en 1906 en passant par les quatre-vingt et « quelques » victimes d'Usinor-Dunkerque. Merci.

Avec le chiffre record de 270 000 accidents graves pour 1,7 million de salariés, le secteur des bâtiments et travaux publics vient en tête du classement. Il connaît le plus grand nombre de tués (724), le plus fort taux moyen de gravité, suivi comme son ombre par la branche de la métallurgie, avec 309 000 accidents graves pour 2,8 millions de salariés.

A ce lugubre palmarès, il faut ajouter l'industrie du bois, celle de la pierre, des transports et, en hausse, la branche « nationalisée » du gaz et de l'électricité (+ 12 % d'indice de gravité en 1976).

Les conditions de sécurité précaires, l'organisation « scientifique » des cadences infernales, la loi de la concurrence effrénée, lots de ces secteurs, pèsent sur la vie et les corps des travailleurs. Un million d'accidents avec arrêt, 116 000 accidents graves, 1 907 tués : voilà le bilan pour 1976.

Ce sont bien sûr les ouvriers qui supportent la majorité de ces « accidents », 58 % des salariés qui s'en répartissent 85 %. Plus particulièrement les ouvriers qualifiés qui supportent 41 % des accidents avec arrêts contre 32 % aux O.S., 41 % encore des accidents graves contre 27,9 % aux mêmes O.S., 42 % des journées perdues pour invalidité temporaire contre 30 % toujours aux O.S. Chiffres qui se répartissent entre les quelques secteurs déjà cités plus haut et qui tendent à démontrer que la qualification ne garantit pas la sécurité et qu'il ne suffit pas d'être formé pour être à l'abri des plus rudes conditions d'exploitation.

Ce d'autant plus que, l'âge aidant, les conditions de récupération (de la force de travail) sont plus difficiles. Ainsi, les accidents plus nombreux jusqu'à l'âge de trente ans deviennent par la suite moins nombreux mais plus graves (augmentation de la durée d'incapacité).

Mais il est des travailleurs encore plus durement touchés : les travailleurs immigrés. Il est loin le temps des maçons italiens ! Le secteur du bâtiment travaux publics (B.T.P.) se fournit de nombreux travailleurs nord-africains qui supportent plus que les autres « les risques » du métier. La restructuration de ce secteur ne saurait qu'aggraver cette tendance. Fournissant 8 % des travailleurs des B.T.P., les Magrébins supportent 16 % des accidents avec arrêt, 17 % des accidents graves, 18 % des journées perdues.

Les accidents du travail, nous dit-on, sont en diminution par leur nombre et leur gravité. Certes, mais à qui le doit-on, au patronat ou aux luttes des travailleurs, aux campagnes syndicales, à l'utilisation revendicative des C.H.S. et à l'action de certains secteurs de la justice ? Si l'on meurt moins sûrement, par contre il semble que ce soit plus lentement.

Le nombre des maladies professionnelles reste en augmentation. Il s'agit, bien sûr, des maladies reconnues comme « *professionnelles* » (n'oublions pas que la silicose n'a été reconnue comme maladie professionnelle qu'en 1946) ; sur les autres, pas de chiffres...

Les progressions importantes sont de nature à rapprocher dans un même combat travailleurs de l'industrie et revendications écologistes : progression des affections provoquées par les poussières d'amiante, ou par les bruits. Pendant que Stoléru glorifie le travailleur manuel, que le patronat multiplie ses offensives (contre-visite médicale, clauses restrictives dans les contrats de travail), contre l'absentéisme, les conditions de travail pèsent d'un poids plus lourd !

Produire et travailler autrement peut se résumer pour certains travailleurs à un mot : vivre.

Jean-Jacques CLERY ■

Affaire Boussac : Les nouveaux régents

Les travailleurs de Boussac sont soumis au régime de la douche écossaise : après les risques de liquidation de l'empire du vieux Marcel, ceux que laisse planer le rachat du groupe par les frères Willot. Des patrons peu orthodoxes...

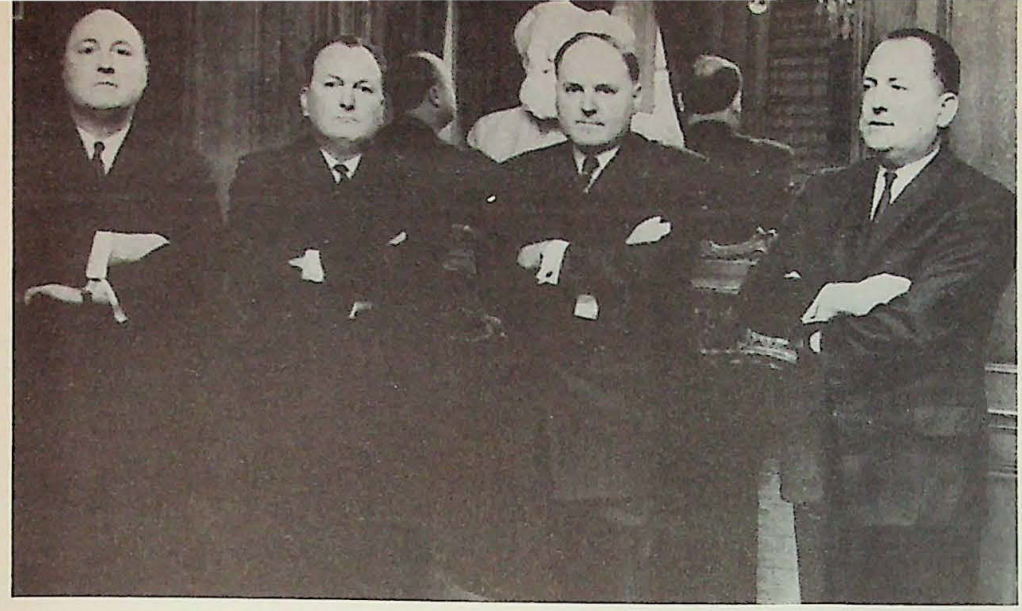
Vendus en même temps que les usines, les travailleurs vosgiens de Boussac voient succéder une angoisse à une autre. A l'angoisse d'une liquidation totale de l'empire du vieux Marcel se substitue celle de savoir à quelle sauce ils seront mangés par les frères Willot. Mais on en a un avant-goût...

Après une multitude de tractations de couloirs, de sordides évaluations financières, le tribunal de Commerce de Paris décidait le 18 août dernier de « vendre » les beaux restes de la société Boussac aux quatre frères Willot. Ces hommes ont dans tous les milieux une mauvaise réputation. Dans les milieux patronaux, on les a toujours considéré comme des concurrents sans scrupules.

La mauvaise réputation

Rachetant les vieilles entreprises familiales du Nord au bord de la faillite, remboursant les dettes en dix ans, élaguant dans les pléthoriques états-majors, revendant les biens les plus juteux (immobilier, terrains, bureaux, etc.), ils ont en vingt ans bâti un groupe financier et industriel énorme et conquis la première place en France. Malgré leur participation au scandale de la Garantie foncière et leur condamnation symbolique en 1974, ils tiennent le haut du pavé, contrôlant surtout une grande partie de la distribution du textile par les grands magasins (Belle Jardinière, Conforama, Bon Marché, etc.).

Aux yeux des travailleurs qui ont affaire à eux, les Willot possèdent une réputation de patrons de choc. Hormis une forte répression syndicale (dont ils n'ont pas le privilège d'ailleurs), ils se sont surtout distingués dans la restructuration à une époque où le terme n'était pas aussi à la mode que maintenant. Les licenciements collectifs jalonnent la carrière des Willot. En particulier dans les secteurs de la production



Les frères Willot :
désormais célèbres mais peu rassurants.

du textile. Au comité central d'entreprise, un des Willot résumait ainsi la « philosophie » de la politique du groupe (le Consortium Général du Textile) : « *La production sera dans l'avenir plus une affaire de capitaux que de main-d'œuvre... Plus que jamais, le travail simple sera fait à l'extérieur* » (sous-entendu dans les pays étrangers où le coût de la main-d'œuvre est beaucoup moins élevé).

Plus récemment, le 31 août, les Willot annonçait 450 licenciements dans les huit usines de leur groupe en les justifiant par le rachat de Boussac. Seraient visées des unités Cogetema de Rouen et Barentin (76), la filature de Soulzmatt (en Alsace). Certes ils épargnent tactiquement l'usine Jacquel de Moyenmoutier située dans les Vosges : on n'entre pas dans un empire en soudards, mais ce n'est que partie remise...

Voilà donc à quoi ressemblent les nouveaux régents. L'intronisation des Willot chez les Boussac relève, paraît-il, d'un choix logique pour les pouvoirs publics : ils n'exigeaient pas, comme leur adversaire dans la course au rachat, Bidermann, que l'Etat leur prête de l'argent. Appuyés par la B.N.P. et le Crédit lyonnais, s'inspirant du plan de Jean-Claude Boussac et Jacques Petit (qui prévoyaient il y a un an 1 800 licenciements comme nécessaires), ils ont loué l'ensemble de la société pour un an contre un prix inconnu.

Un bien mauvais début...

Les dettes que Boussac a contractées auprès de l'Etat et aux banques, soit environ 500 millions, pourront être remboursées en quinze ans, sans intérêt. Certes, le passif des usines Boussac des Vosges est énorme : 750 millions de francs. Mais en acquérant Boussac, les Willot ramassent des actifs qu'ils sauront faire fructifier : Dior, les magasins Ecotex, des biens immobiliers, des terres, des haras. Les actifs représentent à eux seuls le double du passif. Il faut donc craindre que ces actifs réalisés, le groupe Agache-Willot ne largue des unités encombrantes et peu rentables malgré les assurances données au moment de la transaction.

Les licenciements prévus ont entraîné le 30 août dernier une grève diversement suivie dans les Vosges. Les délégations venues à Paris entendre la sentence (363 mises à la retraite ou en pré-retraite, 541 licenciements et 429 reconversions) repartaient dans les Vosges avec l'impression que ce n'est qu'un mauvais début...

Ce n'est pas plus le « plan Vosges », présenté par les pouvoirs publics le même jour que le rachat de Boussac qui les rassurera. Même s'il annonce 1 455 créations d'emplois supplémentaires en trois ans, un programme routier exceptionnel devant coûter 507 millions de francs, la consolidation des activités traditionnelles et des subventions saupoudrées ici et là, il parie encore sur deux secteurs d'activités en déclin : le textile et le bois. De plus, comme le relevait le communiqué de la fédération P.S.U. des Vosges : « *Les mesures contenues dans le plan gouvernemental n'interviendront que dans plusieurs mois, voir plusieurs années. Encore est-il permis d'en douter, on se souvient de la Thompson CSF dont on promet depuis sept ans l'installation dans la vallée de la Moselle et dont le plan Vosges ne parle plus. Dans tous les cas, les créations ne compenseront même pas les suppressions d'emploi, immédiates celles-là, prévues par les Willot.* »

Une fois de plus, « l'affaire Boussac », révèle le mépris qu'a la bourgeoisie du sort des travailleurs. La restructuration est effectuée sans leur avis. Seul objectif : reproduire et faire circuler le capital. Les hommes suivent. Quelle stratégie face à cela ? Produire autre chose, réduire le temps de travail deviennent deux axes essentiels. Comment les imposer ? C'est une des questions qui se pose dans cette rentrée sociale.

Jean-Yves SPARFEL ■

D'autres conflits...

• **Après un mois de juin riche en conflits sociaux,** l'été débuta sous le signe des accords de branche. C.G.T. et C.F.D.T. n'en acceptèrent qu'un petit nombre. Cela n'a pas empêché une certaine mobilisation de se poursuivre, essentiellement pour la défense de l'emploi. Rappelons les principales entreprises qui ont bougé : PUK, Elastelle-Le Puy, SKF-Bois-Colombes, Chantiers navals de La Ciotat, Terrin, Laiterie Ellsa, Prestil, Choisy, Chantiers navals de l'Atlantique, Manufrance, Association pour l'enseignement des étrangers, Isorel, Aciéries de Neuves-Maisons, Elf-Aquitaine, SPLI, etc. Au total, ces usines ou groupes représentent 20 000 licenciements à elles seules.

• **La rentrée sociale voit la situation aggravée,** en particulier pour la construction navale, le textile, la sidérurgie et le bâtiment. Terrin, pour la première de ces branches : le P.-D.G. havrais, chargé d'une solution, propose de réduire le personnel de 3 000 en 1976 à 1 100 fin 1978. A Marseille, la liquidation de ce chantier de réparation navale aura de lourdes conséquences d'autant qu'à côté, à La Ciotat, 1 634 licenciements sont annoncés.

• **Pour le textile,** c'est la fausse solution Willot qui illustre bien la restructuration de la branche et les difficultés de s'y opposer.

• **Pour la sidérurgie,** déjà saignée à blanc en Lorraine, l'annonce du rapprochement des trusts Usinor et Chiers-Châtillon s'accompagne de l'arrêt de la construction de l'Aciérie de Neuves-Maisons (alors que 90 % des travaux ont été effectués). En plein été, cette mesure scandaleuse a néanmoins suscité une mobilisation des 3 200 ouvriers menacés par cette concentration.

• **Dans le bâtiment,** la branche qui a le plus licencié depuis deux ans (surtout des immigrés), les 975 licenciements prévus pour le 1er septembre chez Eternit (fabrique de tuyaux et de produits en amiante-ciment) s'ajoutent à ceux d'Isorel (1 000 environ).

• **Aiguilleurs du ciel :** avec une belle constance, malgré les pressions les plus violentes, ces travailleurs ont tout l'été mené un mouvement pour d'autres conditions de travail et la sécurité des vols. Il dure toujours malgré les menaces de Joël Le Theule, le ministre des Transports. Là encore, on manque d'effectifs.

• **Par contre, les chiffres officiels** se sont enrichis cet été d'une nouvelle évaluation : celle des délégués syndicaux licenciés en 1977 : 3 459. Beaucoup sur l'ordre du prédécesseur de Robert Boulin : Durafour. Le nouveau ministre du Travail reconnaît ainsi l'existence de la répression anti-syndicale et le viol du droit syndical.

Après ce petit tableau des conflits d'un été, terminons par une note optimiste : si la situation de l'emploi s'est détériorée (1 241 000 chômeurs), celle des prix itou (+ 1,2 % en juillet), si l'essence n'a pas baissé, le salaire horaire a en moyenne augmenté de 5,2 % au cours du second semestre. Passée la peur d'avant élections, les patrons semblent avoir lâché un peu de lest sur les salaires.

Y. S. ■

Dossier

La faim dans le monde

Nous mangeons d'autres pas

Publié à la mi-août, le premier rapport de la Banque mondiale n'a pas fait un grand boum dans l'opinion publique. Et ce n'est pas tout à fait la faute de cette opinion publique : les grands media qui la servent (et la desservent) tiennent à ne point la troubler et ne traitent de la faim qu'à l'occasion, comme un bon gros fait-divers, à propos d'une guerre civile ou d'une sécheresse inhabituelle... Biafra, Bangladesh, Sahel.

D'ailleurs, les informations — des chiffres tellement globaux, tellement effarants qu'ils perdent tout sens —, les analyses circonspectes, les propositions prudentes que ce rapport contient ne sont pas franchement nouvelles. « La masse des quelques 800 millions d'âmes qui vivent encore dans la pauvreté absolue, **peut-on lire,** avec des revenus trop faibles pour leur permettre de s'assurer une nutrition adéquate et sans accès aux services publics essentiels tels l'éducation et la santé, est à elle seule le révélateur implacable de ce qui reste à faire. Même si les pays du tiers-monde maintiennent leur rythme de progression actuel, le flux des capitaux qui leur sont destinés devra s'accroître sensiblement. Ils devront résister fermement aux mesures protectionnistes qui s'exercent à l'égard de leurs exportations et redoubler d'efforts pour accélérer la croissance de leur productivité agricole. La pauvreté absolue constituera encore pendant de nombreuses années un problème gigantesque. »

Les « pauvres absolus » constituent le tiers du tiers-monde : leur revenu par habitant est évalué à 1 250 F par an. Plus que jamais, ils ne peuvent compter que sur leurs forces, amoindries et bridées, et n'ont rien à attendre du monde riche. Sur les pouvoirs qui les dominent, sur la réalité de leur quotidien, sur les fausses solutions qu'on leur impose, sur ce qu'il faudra faire, une jeune chercheuse américaine, Susan George, a écrit un livre essentiel qu'aucun militant de gauche, qu'aucun « honnête homme » de ce siècle ne peut ignorer : « Comment meurt l'autre moitié du monde », **chez Robert Laffont.**

L'ouvrage est né de la participation de l'auteur à un projet du Transnational Institute **(TNI) qui présenta à Rome, en novembre 1974, un contre-rapport pour la Conférence Mondiale de l'Alimentation. Au fur et à mesure que la réunion se déroulait, Susan George découvrit que la plupart des solutions proposées pour nourrir le monde étaient exactement les mêmes que celles qui avaient échoué indubitablement au cours des trente dernières années. Elle résolut alors d'écrire ce livre simple et pratique, dénonçant les mythes les plus répandus sur le problème de la faim, et mettant à jour les mécanismes de la « crise » alimentaire. Les responsables sont clairement identifiés : gouvernements, compagnies multinationales agro-alimentaires, et même institutions internationales contrôlées par quelques pays riches. Pour ceux-là, les Etats-Unis en tête, la nourriture est devenue une source de profit, un outil de contrôle économique et politique ; un moyen d'assurer une domination efficace sur l'ensemble de la planète et particulièrement sur les « damnés de la terre ».**

« Comment meurt l'autre moitié du monde », **avec quelques travaux connus ou à connaître, parus ou à paraître, qu'on présentera et citera plus loin, constitue la base du dossier de la faim dont T.S. commence cette semaine la publication.**

R.L. ■

A comme Agriculture, Alimentation, Affamés... ou Affameurs

En ce milieu d'année 1978, la situation alimentaire mondiale est faite de contrastes, même de contradictions. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Après une augmentation substantielle en 1975 et 1976, la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) estime qu'elle n'a été que de 1 % en 1977. Les résultats, cependant, varient selon les régions. L'Inde et les Philippines améliorent leurs résultats alors que l'Afrique et le Sud-Est enregistrent de maigres récoltes céréalières — de blé surtout. En Afrique, la situation est telle que chaque personne dispose de moins d'aliments qu'il y a dix ans — le quotient par habitant atteignant son degré le plus bas depuis la sécheresse de 1972-73.

Dans les pays du Sahel, en particulier, la FAO estime à 600 000 tonnes les céréales nécessaires qui permettraient aux populations du Sénégal, de Mauritanie, du Mali, de Haute-Volta, du Niger, du Tchad, de Gambie, du Cap Vert, de survivre jusqu'à la prochaine « soudure », la récolte de novembre 1978. Ce sont 7 millions d'hommes qui connaissent à nouveau la famine ou sont directement menacés.

Pourtant — toujours selon la FAO —, les réserves mondiales de céréales s'élèvent aujourd'hui à 175 millions de tonnes, soit le stock le plus important depuis 1970. Et ces chiffres ne tiennent pas compte de la production en U.R.S.S. et en Chine, nations qui se refusent à divulguer leurs résultats.

Quelques premiers constats donc : la faim n'est pas un phénomène inévitable (**« comme la mort ou les impôts »**, dit Susan George) ; elle n'est pas un problème technique. Le monde d'aujourd'hui dispose des ressources physiques et des moyens nécessaires pour nourrir la population actuelle de la planète, et même une population beaucoup plus importante. Où qu'ils vivent, les riches, eux, mangent. Ils mangent même beaucoup trop ; leurs animaux domestiques et leur bétail aussi. La faim n'est pas un fléau ; elle est un scandale.

Ces dernières années, le monde a produit environ 1 300 millions de tonnes de céréales, et les pays développés d'Occident (capitalistes ou « socialistes »), plus le Japon, en ont consommé la moitié, bien qu'ils ne représentent qu'un quart de la population mondiale. Leurs animaux mangent un quart de la production mondiale de céréales, soit l'équivalent de la consommation humaine de la Chine et de l'Inde réunies (1 milliard 300 millions de personnes). Si les Chinois décidaient de nourrir leurs cochons avec des céréales comme les Américains, il ne resterait plus beaucoup de grain à consommer pour les hommes...

Pour s'expliquer une telle aberration, une telle injustice, il faut comprendre la nature structurale de l'agriculture des pays riches et sa relation avec la faim dans le monde : on considère que les Etats-Unis disposent de l'outil de production alimentaire le plus efficace — il est également le plus coûteux. Et ce système agricole, ce « modèle », tend à s'imposer avec succès au reste du monde, aux autres pays développés comme au tiers monde. Il s'agit d'un système hautement sophistiqué, intensif en énergie et en capitaux, conçu pour transformer une série de produits industriels en une autre série de produits industriels comestibles. Pour l'agriculture comme pour l'élevage, en amont, c'est un gaspillage énorme d'engins motorisés, d'engrais, de pesticides, de grains ou de semences, d'investissements dans la recherche pour accroître les rendements ; en aval, c'est un imposant processus de transformation, de conditionnement, de marketing, de distribution... Les plus grandes compagnies américaines intégrées sont capables de contrôler tous les stades de la production, des semailles au supermarché.

Les fermes, les exploitations agricoles, à l'intérieur de ce système, sont presque devenues accessoires : 4 millions sur 6 800 000 ont disparu depuis quarante ans aux U.S.A... L'Europe, depuis la dernière guerre, prend aussi ce chemin : si l'exploitation familiale tient encore une bonne place et si la plus grande partie du bétail est toujours élevée dans les pâturages, l'élevage des porcs et des poulets dépend aujourd'hui d'une nourriture fabriquée industriellement, comme les tourteaux de soja, produits aux U.S.A. L'U.R.S.S., l'Iran, le Piémont en Italie, bien d'autres pays ont adopté ou adopteront le modèle américain.

Une autre caractéristique de ce système, dévoreur de capitaux et d'énergie, est sa remarquable souplesse d'adaptation à la demande du marché. Durant les années 1960, les surplus américains ne pouvaient s'écouler et « cassaient » les prix des produits vivriers ou fourragers : 20 millions d'hectares furent retirés de la production et, jusqu'au printemps 1973, les exploitants concernés étaient payés pour ne pas produire.

Ces terres furent à nouveau cultivées lorsque les stocks alimentaires mondiaux descendirent à des niveaux alarmants et que les prix du grain montèrent en flèche. On a beaucoup parlé des **« récoltes catastrophiques »** de 1972... On a beaucoup moins expliqué comment les quatre plus grands pays producteurs de céréales avaient organisé la pénurie en laissant un tiers de leur surface cultivée en friche entre 1968 et 1970, en réponse à la soit-disant **« crise de surproduction »** des années 60.

En 1974, à Genève, à la Conférence mondiale de l'alimentation, le directeur général de la FAO réclamait 8 à 12 millions de tonnes pour que l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, la Tanzanie et les pays du Sahel **« évitent le pire »**... Il faut comprendre que la production alimentaire des pays développés est liée à la demande solvable — et non aux besoins des êtres humains. Si, cette année-là, 12 millions de tonnes auraient suffi, cela signifie — écrit Susan George —, qu'à peine 1 % de la production alimentaire mondiale peut faire la différence entre la vie et la mort des affamés de ce monde. Il y a un an, face aux stocks qui s'accumulaient de nouveau aux U.S.A., Carter a annoncé que 20 % des surfaces cultivées en blé devraient être retirées de la production. **« Les famines ne surviennent pas. Elles sont organisées par le commerce du grain »** (Bertold Brecht).

Le modèle agricole américain :
gaspillage d'énergie, de capitaux, de grains.

A comme Aide alimentaire, bonnes Affaires, ... ou Arme économique

L'aide alimentaire, les Etats-Unis en font leur affaire — et même une très bonne affaire. Leur programme d'assistance aux défavorisés a la plus longue histoire et ils possèdent les plus vastes réserves du monde, dont ils usent à leur guise. Mais au fur et à mesure que la Communauté économique européenne augmente sa capacité de production alimentaire (sur le modèle américain), sa politique d'aide doit faire l'objet de la plus extrême vigilance. Les Etats, en effet, utilisent les moyens dont ils disposent pour accroître leurs avantages économiques et réaliser leurs objectifs politiques.

De la première guerre mondiale jusqu'à la fin de la seconde, Herbert Hoover fut sans doute le premier politicien moderne à considérer la nourriture comme une arme plus efficace que la canonnière et comme un moyen de soutenir le marché agricole américain. En 1954, la reconstruction du Vieux monde était presque achevée et le plan Marshall avait eu l'effet désiré : l'Europe était redevenue un partenaire commercial

»

valable. Il fallait trouver une autre manière rentable d'écouler les surplus alimentaires. L'idée fut de les vendre en échange de monnaie locale aux pays nécessiteux : les montants des ventes sont placés sur un compte américain dans la banque centrale du pays concerné et constituent des **« fonds de contrepartie »** utilisés pour réaliser les objectifs politiques des Etats-Unis. Ce fut la loi 480, la loi dite **« des vivres pour la paix »**, dont le but était **« d'accroître la consommation des produits agricoles américains dans les pays étrangers, de développer et d'accroître les marchés d'exportation pour les produits U.S., d'améliorer les relations des Etats-Unis avec l'étranger et de réaliser d'autres objectifs... »**

Quitte à ce que les vivres soient coupées quand l'ami devient ennemi : le Vietnam, la Corée, le Cambodge, récemment ; le Chili d'Allende l'ont appris à leurs dépens. En fait, les « dons » n'ont représenté en vingt ans que le cinquième de l'aide alimentaire américaine. Le plus souvent, il s'est agi d'échanges de matières premières stratégiques contre de la nourriture. Les prêts ou les fonds de contrepartie ont bien souvent servi au développement sur place des sociétés américaines, à l'amélioration des conditions d'investissements, ou à des dépenses militaires : formation et équipement des armées et des polices locales.

Entre 1954 et 1974, les dix pays qui ont le plus bénéficié de cette aide « alimentaire » sont l'Inde, la Corée, le Brésil, le Maroc, la Yougoslavie, le Sud-Vietnam, l'Egypte, la Tunisie, le Pakistan et les Philippines. Durant l'année 1974 : le Vietnam, le Cambodge, l'Inde, le Pakistan, Israël, le Maroc le Bangladesh et les Philippines. Les deux premiers ont absorbé près de la moitié des prêts et des dons... Quasiment toutes les autres nations du monde ont payé la même année au moins trois fois plus pour les exportations agricoles commerciales U.S. qu'ils n'ont obtenu d'aide alimentaire au titre de la loi 480.

Earl Butz, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a déclaré un jour : **« La nourriture est une arme. C'est aujourd'hui l'un des principaux outils de notre diplomatie ».** Le sénateur Hubert Humphrey est plus net encore : **« Si vous cherchez un moyen de rendre les autres pays dépendants et de les obliger à coopérer avec nous, il me semble que la dépendance alimentaire serait formidable. »** Quant à la C.I.A., comme tout le monde, elle a préparé la Conférence mondiale sur l'alimentation d'août 1974 : elle conclut dans son rapport secret que la pénurie de céréales **« pourrait donner aux Etats-Unis une puissance qu'ils n'ont jamais connue auparavant ; une domination politique et économique probablement plus grande que lors des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. »**

Le trop-plein du monde riche : des « dons » qui rapportent.

B comme BIRD ou comme Banque mondiale

Dans le premier rapport sur le développement publié par la Banque mondiale, le mois dernier, on peut lire : **« Dans les pays à faible revenu d'Asie et d'Afrique sud-saharienne, où se trouve la plus grande partie de ceux qui vivent dans un état de pauvreté absolue (800 millions d'hommes), plus des trois quarts de la population tire sa subsistance de l'agriculture. » « Le meilleur moyen de soulager la misère est d'accélérer la croissance agricole en augmentant la productivité pour accroître les revenus et le pouvoir d'achat des petits exploitants et des agriculteurs marginaux, et en créant des emplois pour les paysans sans terre... »**

La Banque mondiale, présidé par Robert Mac Namara, est la plus puissante institution de prêts de la planète, dont tout l'argent est absorbé aujourd'hui par le tiers monde. Au cours de ses vingt-cinq premières années de fonctionnement, moins de 4 milliards de dollars sur 25, cependant, ont été consacrés à des projets agricoles. Il n'est donc pas indifférent de la voir aujourd'hui définir — timidement —, d'autres priorités. Mais, compte tenu de ce qu'elle est, de son fonctionnement, peut-elle promouvoir une autre politique globale de développement rural ?

La Banque mondiale est composée de trois organismes. La BIRD, d'abord, ou Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Elle est composée de 129 gouvernements, les droits de vote étant proportionnels aux souscriptions. Les Etats-Unis contrôlent 23 % de ces votes, et, avec le Canada, le Royaume Uni, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et le Japon, ils disposent d'une majorité absolue. L'un des principaux objectifs de l'institution est **« la promotion de l'investissement privé à des fins productives »** (article 1 de sa charte) et, de fait, la Banque s'est jusqu'à présent surtout consacrée à de vastes projets d'infrastructure, préparant le terrain aux investissements de l'industrie privée dans les pays sous-développés. C'est le cas du gigantesque barrage de Tarbela sur l'Indus, au Pakistan, qui, jusqu'à présent, a eu pour principal résultat d'obliger 80 000 personnes à abandonner leur foyer. L'agronome René Dumont décrit un autre projet : **« Au Sri Lanka, comme dans beaucoup d'autres pays, la Banque mondiale finance l'aménagement du plus grand fleuve de l'île, le Mahalevi. Ce projet est très coûteux, surtout en devises. Il mettra longtemps à rapporter au pays, mais bénéficiera vite aux entreprises de construction étrangères... J'ai pourtant relevé dans ce pays, pour le seul district de Kandy, la possibilité de construire au moins mille barrages en terre immédiatement productifs... ».**

Le deuxième organisme est l'IDA, l'Association pour le développement international. Elle prête aux pays dont la dette extérieure est devenue si lourde qu'ils ne peuvent plus contracter de prêts à la BIRD. Dans bien des cas, les prêts de l'IDA contribuent à rem-

bourser les prêts à la BIRD... l'IDA donne ainsi avec la main droite ce que la Banque reprend avec la main gauche. 30 % des crédits vont au secteur agricole ; l'Inde en est de loin la principale bénéficiaire.

Enfin, la S.F.I., ou Société financière internationale, est le dernier membre du groupe, et son seul objectif est l'octroi de prêts aux entreprises privées, dans l'industrie mais aussi, depuis 1974, dans le secteur agro-alimentaire. Etats-Unis, France et Angleterre y disposent de la majorité des votes.

Sous l'impulsion de Robert Mac Namara, la Banque mondiale affirme aujourd'hui vouloir changer de politique. 7 milliards de dollars ont été accordés au secteur agricole de 1974 à 1978. Les nouveaux objectifs visent une réforme agraire limitée, dans des « enclaves » de développement ; avec l'espoir d'une répercussion sur des zones plus vastes. Ils visent aussi une meilleure organisation des petits cultivateurs afin qu'ils accèdent plus facilement au crédit et au marché, et qu'ils bénéficient de plus grandes protections contre les propriétaires fonciers privilégiés.

Mais que peuvent attendre les pauvres d'une Banque mondiale dominée par les intérêts du club très fermé des riches ? Cherchant le compromis entre réforme et révolution, Mac Namara est à deux doigts bien souvent de préconiser un changement de structure radical dans les pays du tiers monde et dans les rapports de ces derniers avec les nantis, mais il ne peut (le souhaite-t-il ?) préconiser des bouleversements inacceptables par les membres les plus influents de son organisation.

C comme Complexe agro-alimentaire, compagnies multinationales ou cultures de rapport

Pour un petit nombre d'agents économiques prépondérants, la nourriture n'est rien d'autre qu'une série de produits qui peut rapporter de l'argent (ou parfois en faire perdre) au même titre que le caoutchouc ou l'or. Les groupes puissants qui font commerce du blé ou du soja, du lait ou du sucre, sont en même temps industriels et transformateurs agro-alimentaires. Ils ont des liens étroits avec les gouvernements comme avec les organisations internationales. Ensemble, ils entretiennent le mythe du **« Marché »**, qui **« monte »** ou **« baisse »** par la volonté du Saint-Esprit... Pourtant, selon le principe le plus simple de l'économie libérale, une denrée de base manquante deviendra chère et celui qui la possèdera pourra faire de l'argent. Cette règle fondamentale est appliquée à une échelle globale, avec le plus grand succès, par les nations qui contrôlent le stock de nourriture et les énormes trusts qui dominent le commerce international.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à manipuler les mécanismes du marché par tous les moyens (un des meilleurs étant de freiner la production pour maintenir les prix à un niveau élevé). Au sein de la C.E.E., on pratique l'**« achat d'intervention »** dès que l'abondance d'une denrée menace de faire baisser les prix, ou la destruction des produits pour les tenir hors du marché.

Lorsqu'on dit que la plus grande partie du monde dépend des céréales américaines, cela signifie qu'elle dépend de Cargill, de Continental Grain, de Central Soya, d'Archer Daniels, de Cook Industries, de Bunge, de Dreyfus et d'une poignée de plus petites compagnies. Ces trusts peuvent obtenir toutes les informations sur les récoltes du monde entier, comme sur les aléas climatiques (par satellites, notamment) et sont donc à même de tirer profit de tous les facteurs qui influencent le marché.

Le concept de **« complexe agro-alimentaire »** a été créé il y a une quinzaine d'années pour désigner le système d'organisation verticale choisi par certaines compagnies géantes — pas toutes américaines, comme Unilever ou Nestlé — capables de contrôler l'ensemble de la chaîne alimentaire, du champ à la table du consommateur. Il se définit comme **« l'ensemble de la production et de la distribution des fournitures pour l'agriculture, les opérations de productions au niveau des exploitations, ainsi que le stockage, la transformation et la distribution des produits agricoles et des aliments transformés »**.

Les compagnies agro-alimentaires ne se contentent évidemment pas d'exploiter les ressources des pays occidentaux où elles ont vu le jour. Elles utilisent les terres et la main-d'œuvre des pays sous-developpés — rarement pour satisfaire les besoins locaux, mais presque toujours pour exporter vers les marchés des pays développés qui paieront le maximum pour les produits une fois « conditionnés ». On peut les comparer à des entreprises d'exploitation minière car elles fonctionnent comme des « industries d'extraction » sans craindre, cependant, un épuisement de leurs réserves.

Le complexe agro-alimentaire est capable de détruire tout ce qu'il touche : structures locales de l'emploi, production vivrière, habitudes de consommation, communautés villageoises, cellules familiales... Cependant, il se perçoit autrement : **« l'approche, fondée sur le profit, du problème de l'accroissement de la production alimentaire dans les pays moins développés est la seule voie efficace vers un progrès véritable. »**

Le faire-valoir direct, dans les anciennes plantations coloniales, a laissé la place à des méthodes de contrôle plus perfectionnées. La possession de la terre par les compagnies agro-alimentaires n'est plus une condition indispensable à la rentabilité. Il vaut souvent mieux aujourd'hui contrôler la production, le marketing, la distribution ; on évite ainsi les problèmes fiscaux, sociaux et les dangers de nationalisation...

La division du travail agricole à l'échelle mondiale assigne aux pauvres la production d'aliments et de matières premières pour l'exportation. Il s'agit des **« cultures de rapport »** qui peuvent fournir des produits non comestibles (coton, fleurs, caoutchouc) ; des produits comestibles sans valeur nutritive (café, thé) ; des produits comestibles à valeur nutritive (sucre, bananes, cacahuètes ou même blé, etc). Mais à qui sont destinés ces produits ? Au monde riche, par l'intermédiaire du complexe agro-alimentaire. Ce ne sont presque jamais les mêmes qui produisent et qui consomment. Voilà ce qui distinguent les « cultures de rapport » des « cultures vivrières » destinées à la subsistance des populations du tiers monde.

Dans bien des pays, les cultures de rapport occupent les sols les plus fertiles (55 % de la superficie cultivée aux Philippines ; plus de 80 % à l'île Maurice ; l'arachide à elle seule, 50 % des terres cultivées au Sénégal). Elles monopolisent les moyens de production modernes (engrais, pesticides, machines, irrigation), accaparent le crédit, orientent la recherche.

Pendant la sécheresse, le Mali a augmenté sa production d'arachide pour l'exportation de 25 % et a triplé ses récoltes de coton. En même temps, la quantité d'aliments disponibles pour la population chutait de 40 %. Le Costa-Rica a accru ses exportations de bœuf vers l'Amérique du Nord de 92 % ces dernières années. Dans le même temps, la consommation locale de viande a baissé de 26 %...

Les cultures de rapport ne rapportent qu'au monde riche. Car, non seulement elles n'aident pas à nourrir les hommes du tiers monde mais encore elles sont victimes de la détérioration des termes de l'échange entre produits agricoles et produits manufacturés. En 1963, en Tanzanie, il fallait produire cinq tonnes de sisal pour acheter un tracteur ; en 1970, il fallait en produire dix... Un pays du Sahel doit produire 2,5 fois plus de coton aujourd'hui qu'en 1960 pour importer les mêmes voitures françaises.

A la question : **« Le complexe agro-alimentaire peut-il nourrir le monde ? »**, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (2 millions 200 000 adhérents, 125 syndicats a répondu : **« Son but n'est pas d'accroître les ressources alimentaires, ni de contribuer à leur répartition équitable, ni encore d'adapter la technologie existante aux conditions spécifiques de chaque pays. Son but est d'abord et avant tout d'accroître ses marchés et ses débouchés commerciaux, de réduire au maximum les coûts de production et d'augmenter ses profits. »**

Les cultures d'exportation :
ceux qui produisent ne sont pas ceux qui mangent.

Dossier réalisé par
René LANARCHE ■

La semaine prochaine :
C comme Contrôle des naissances, comme Calamités naturelles.
D comme Développement ou Dépendance.
F comme F.A.O. et comme Faim.

Société Française de Production :

Des malheurs qui ne sont pas perdus pour tout le monde

L'enfant bâtard de l'ex-O.R.T.F. est en déficit... tandis que les nombreuses sociétés de production privées prospèrent. Libéralisme oblige.

UN silence pudique est retombé sur les difficultés financières et autres de la S.F.P., la Société française de production, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle fût l'enfant le plus bâtard de l'ex-O.R.T.F. A la fin du mois de juillet, dans un grand tapage de presse, Jean-Charles Edeline, P.-D.G. de la S.F.P., a rencontré Giscard et ils sont tombés d'accord pour estimer plus prudent de moins étaler l'échec du libéralisme avancé en matière de production télévisée : 120 millions de francs de déficit en quatre ans, et un outil technique qui se détériore.

En 1974, la concurrence, le libéralisme furent présentés par le pouvoir comme le remède aux maux de la télévision. Quatre ans plus tard, il est, au moins pour l'esprit, assez satisfaisant de voir le grand champion de la concurrence et du business de la pellicule venir demander au président de la République de faire preuve d'un peu de... dirigisme afin d'inciter les chaînes à augmenter le volume de leurs commandes à la S.F.P. Libéralisme oblige : la loi de 1974, dépeçant l'O.R.T.F., prévoyait expressément que lesdites chaînes auraient, chaque année, la possibiltié de réduire le montant de leurs commandes de production à la S.F.P. Elles ne s'en sont pas, si l'on ose dire, privées.

En conséquence de quoi la S.F.P. s'étiole tandis que de nombreuses sociétés de production privées s'engraissent à vue d'œil. Ce n'est certainement pas tout le déficit, mais c'est une bonne partie de ce déficit. Sur ce point, le silence est quasi général en dépit des protestations des syndicats et notamment de la C.F.D.T. Le fromage à grignoter est suffisamment important, les bénéficiaires ont suffisamment de relations ou de savoir-faire... pour que l'on parle surtout d'autre chose. Il existe pourtant dans ce domaine, quelques observations passionnantes à faire.

En 1975, la Hamsterfilm faisait six millions de chiffre d'affaires avec la télévision. En 1977 : vingt-deux millions. Pour Telfrance, dont les « liens privilégiés » avec TF 1 sont un secret de polichinelle, quatorze millions en 1975, vingt-trois en 1977 ; I.D.T.V. est passé de zéro heure de télé en 1975 à treize heures en 1977 et se fait des suppléments substantiels en achetant des droits de films à l'étranger pour les revendre à TF 1, Antenne 2 ou FR 3 ; Antégor a fait grimper ses heures de production pour les chaînes de quinze à soixante heures en deux ans. Et on peut écrire : etc.

Court-circuit vidéo

En additionnant toutes les augmentations de chiffre d'affaires, on dépasse largement le « manque à travailler » dont souffre la S.F.P., c'est-à-dire « l'espace » qui lui permettrait sinon d'être rentable, tout au moins de ne pas avoir de déficit. Calcul économique élémentaire : en tournant à plein, elle ne paierait plus des gens à ne pas faire grand-chose quelques semaines par an, tous ses salariés auraient un volume de travail constant.

Car l'hémorragie est la même dans le domaine de la vidéo. Depuis 1974, une dizaine de sociétés de production privées ont été créées pour offrir leurs services aux chaînes et court-circuiter la S.F.P. Les plus connues dans la profession : le studio du Palais des Congrès où l'on enregistre par exemple **«Alors raconte »** ; la V.C.I., luxueusement installée dans le XVIe arrondissement ; la société de l'Anglais David Niels qui exploite trois cars de reportage et de tournage en extérieur ou encore Channel 80, une filiale d'Hachette.

Certaines de ces sociétés se sont offertes des cars-régies dont les plus rudimentaires valent trois millions de francs. D'autres, comme la David Niels, se paient le luxe de travailler avec le procédé couleur américain PAL et de le convertir immédiatement en SECAM français. Cela permet d'utiliser du matériel plus léger, plus sophistiqué. Pendant ce temps, la S.F.P. travaille « français » avec un matériel ancien qu'elle doit amortir avant de songer à investir de nouveau.

L'argument habituel des hommes de la télévision qui préfèrent avoir recours à leurs amis du privé — on appelle cela les « intérêts croisés » à la S.F.P. — aux réalisateurs et techniciens de Jean-Charles Edeline : **nous épargnons les deniers du contribuable et du téléspectateur payeur de taxe, parce que les petites sociétés privées sont moins chères.** Ces bons sentiments méritent examen.

Mal et sous-traités

Première constatation : les prix de journée d'une équipe de la S.F.P. et d'une équipe privée sont, à peu de chose près, les mêmes. Reste une différence de taille : les sociétés privées, dans la plupart des cas, n'entretiennent qu'un personnel permanent réduit. Elles n'engagent les techniciens que pour la stricte durée d'un

INTERETS CROISES

Il y a trois mois environ, une grève a perturbé les programmes d'Antenne 2 pour protester contre l'envahissement du super-8. Il est dommage que les techniciens n'aient pas eu l'occasion d'expliquer complètement pourquoi ils faisaient grève, ce qui a eu pour résultat de permettre au plus grand nombre de penser qu'ils s'opposaient simplement à une technique qui les « dépossédaient » de leurs pouvoirs. Ils avaient constaté que la deuxième chaîne avait engagé il y a quelques mois un certain Pierre Loquin. Puis ils se sont rendus compte que ce nouveau « responsable » devenait le chef du secteur super-8. Jusque-là, pas de problème, simplement une certaine attention. Jusqu'au jour où ils se sont rendus compte que le Loquin en question avait monté dans le privé, devinez quoi ? Une boîte de production spécialisée dans le Super-8 ! Ils ont gueulé tellement fort que le contrat de Pierre Loquin qui se terminait le 15 juillet n'a pas été renouvelé. Ce qui lui laissera des loisirs pour s'occuper de sa société. ■

tournage. Ce qui expliquent qu'elles préfèrent les faire travailler soixante-dix heures dans la semaine plutôt que quarante-cinq. Les charges sociales ne partant, comme les congés, que sur la période d'embauche. Belle économie. Etant donné le niveau de chômage de cette profession, personne n'ose ou ne peut protester. La S.F.P., elle — et c'est la moindre des choses — paye les gens au mois, ce qui a pour corollaire le paiement des charges sociales toute l'année et de congés payés qui ne portent pas seulement sur les temps de tournage.

La rançon de cette situation est aussi qu'un tournage S.F.P. dure souvent quelques jours de plus. Il n'y a rien de scandaleux, même si l'on peut tiquer sur certaines mauvaises habitudes syndicales, à ce qu'une entreprise vouée au service public entretienne à l'année un personnel de production complet et stable.

De toutes façons, deuxième constatation de taille, le coût final des sociétés privées n'est pas très souvent inférieur à celui de la S.F.P. La meilleure preuve en est que, fréquemment, ces privées... sous-traitent les commandes qui leur sont passées par les chaînes... auprès de la S.F.P. ! Cela se produit une trentaine de fois par an et plus souvent encore lorsqu'il s'agit de louer les services de tel ou tel technicien ou bien d'un matériel coûteux qui manque à ces entreprises privées. Les cas les plus récents : le cinquième épisode de **Madame le juge,** à TF 1, sous-traité par Technicolor à la S.F.P., ou bien encore **Le jeune homme vert** tourné au mois d'août ; autre exemple : **L'île aux trente cercueils** que Pathé-Cinéma a fait réaliser cet été à la S.F.P. pour la première chaîne. Rôle du privé dans ces cas : prélever un bénéfice...

Ce qui fait également râler les gens de la S.F.P., c'est qu'ils sont les victimes de la guéguerre que se livrent TF 1 et Antenne 2 au nom de la concurrence. Leurs responsables sont incapables de se mettre d'accord sur un planning de production. Ainsi, cet été, le secteur film de la S.F.P. a été débordé et a dû engager des techniciens temporaires tandis que les gens de la vidéo lourde ne faisaient pas grand-chose. Ils ne perdent rien pour attendre : ils crouleront sous le travail en octobre et novembre.

Co-production S.F.P.-secteur privé :
tout bénéfice pour les boîtes d'audio-visuel.

Libéralisme très libéral

Rarement d'accord sur la façon dont fonctionne la télévision en général et la S.F.P. en particulier, les syndicalistes et le P.-D.G. le sont sur un point : si les chaînes de télévision consacraient 27 % de leurs ressources à la Société française de production, cette dernière n'aurait pas ou peu de problèmes. Actuellement, elles y consacrent 24 % de leurs ressources. Mais Jean-Charles Edeline n'a pas obtenu de Giscard d'Estaing qu'il impose cette petite différence aux trois chaînes : c'est une question de libéralisme...

Edeline a été prié de se débrouiller avec les conséquences de libéralisme dans la mesure où sa gestion n'a pas été des plus prudentes. Il y a d'abord eu le studio-salle de spectacle de l'Empire qui a coûté 50 millions. Il a été construit tellement vite qu'il se distingue surtout par sa richesse **« en incidents indépendants de la volonté »** de ceux qui l'utilisent. De toute manière il n'a guère servi qu'à Jacques Martin. Ce devait être une vitrine de la production télévisée française... mais faute d'occupants, c'est une devanture désormais pleine de poussière.

Autre investissement hasardeux : la coproduction de films qui a plus rendu service au cinéma qu'elle n'a rapporté d'argent à une société d'Etat. Dernier sujet de controverse : les nouveaux studios de Bry-sur-Marne pour la construction desquels Jean-Charles Edeline avait obtenu, via l'Elysée, un prêt de cent-cinquante millions. Ils sont déjà très décriés. Mais les usagers expliquent qu'ils sont ou seront très beaux et très pratiques, et même rentabilisables, à condition que la S.F.P. cesse de verser six millions par an pour la location des studios de Joinville et les studios Francœur dans le XVIII[e] arrondissement.

A condition aussi, font remarquer les plus perfides des censeurs de la gestion d'Edeline, que ces magnifiques studios ne soient pas surtout loués pour des prix dérisoires à quelques entreprises cinématographiques qui ne se seraient ainsi pas donnés le mal d'investir, connaissant la générosité de leur ex-collègue Edeline dont le frère continue à s'occuper activement de cinéma à la tête de l'U.G.C.

La conclusion de tout cela, si la fuite des productions vers le privé n'est pas enrayée, c'est que le P.-D.G. de la Société française de production devra avoir recours à l'arme la plus classique et la plus éculée du libéralisme : le licenciement.

C.-M. VADROT ■

Camp David : Le va-tout

Avant même de commencer, le sommet de Camp David est, de l'aveu même des partenaires, le sommet des "illusions perdues"

A en croire la presse du Caire la rencontre de l'Américain Carter, de l'Egyptien Sadate, de l'Israélien Begin, à Camp David, sera la « réunion de la dernière chance ». Et comme pour tenir cette tonalité tragique le ministre égyptien des Affaires étrangères Boutros Ghali de déclamer que la négociation engagée avec Israël ne peut désormais « *que boucler la boucle ou prendre un nouveau départ* ». Sans minimiser l'importance politique de cette réunion tripartite, il est bon de faire la part des exagérations d'une presse égyptienne qui a toujours sonné l'alarme à la veille de chaque rencontre avec Israël, et de se demander avec un certain recul pour qui sonne ce glas égyptien.

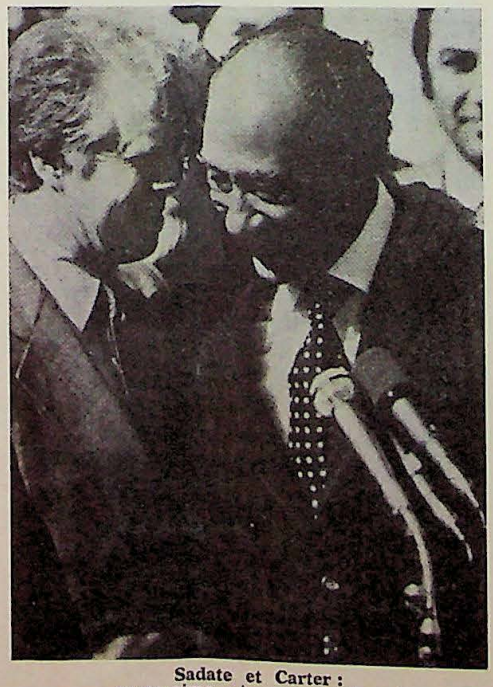
Pour les Américains peut-être... C'était déjà un grand succès pour la diplomatie égyptienne que de voir le maître de la Maison Blanche abandonner son rôle d'arbitre pour être partie prenante, « *partenaire à part entière* » à la table de négociation. A présent, le Raïs vise plus loin : l'unique et puissant allié d'Israël doit exercer des pressions que seul il est en mesure d'exercer. De plus, le dirigeant égyptien souhaiterait que cette fois Carter y mette tout son poids. Or, justement, le président américain s'est carrément jeté à l'eau ; il a joué son va-tout. Car il a besoin de redorer son blason quelque peu terni ces derniers temps.

Alors de deux choses l'une :

● *ou bien* les Egyptiens décrochent « *une déclaration de principe* » réclamée sans cesse depuis novembre 1977 par laquelle les dirigeants sionistes reconnaîtraient, sans autre engagement « *la souveraineté arabe* » sur les territoires occupés en 1967 par Israël et — mais c'est de moindre importance aux yeux du Raïs, le droit à l'autodétermination des Palestiniens. Si l'accord se réalisait même partiellement, Le Caire serait bien aise de montrer aux autres pays arabes que l'Egypte a engagé la bonne marche à suivre. L'Arabie saoudite qui soutien en catimini les initiatives du Raïs pourrait être alors associée directement à la négociation.

● *Ou bien* ce sera l'échec apparent à Camp David. Mais déjà la toujours bienveillante Arabie saoudite a préparé à l'Egypte une position de repli sous forme de conférence destinée à dénoncer Israël. On croit savoir que la Libye, notamment, s'y associerait.

Begin et Carter : quel consensus ?



Sadate et Carter : partenaires « à part entière » ?

De toutes façons, sur les résultats pratiques et immédiats de la présente rencontre, on peut légitimement émettre quelque doue. Mais pour l'après Camp David, l'opération Sadate vise à démontrer que les Israéliens sont responsables de l'état de guerre qui sévit depuis trente ans au Proche-Orient. Le Raïs mise à long terme sur les Américains pour qu'ils exigent des concessions de leur protégé par ailleurs bien indiscipliné. Réussira-t-il à casser complètement le consensus existant entre les U.S.A. et Israël ? Par une politique de petits pas « *nouvelle manière* » Sadate insinue jusque dans les milieux américains les plus favorables à Israël que l'intolérance, l'intransigeance et le chauvinisme ne sont pas du côté arabe. A long terme un investissement qui paye... Surtout, est mis en évidence l'intérêt américain bien compris en Egypte, celui de pouvoir compter au Proche-Orient sur des gouvernements modérés, des régimes stables, aptes à mettre promptement au pas « *toute subversion* » qui prétendrait s'en prendre à un impérialisme ou à ses vassaux échaudés par l'exemple très voisin de la contestation iranienne. C'est dire qu'en ce qui concerne les Palestiniens et leur droit à l'autodétermination, Le Caire se contenterait bien volontiers de principes.

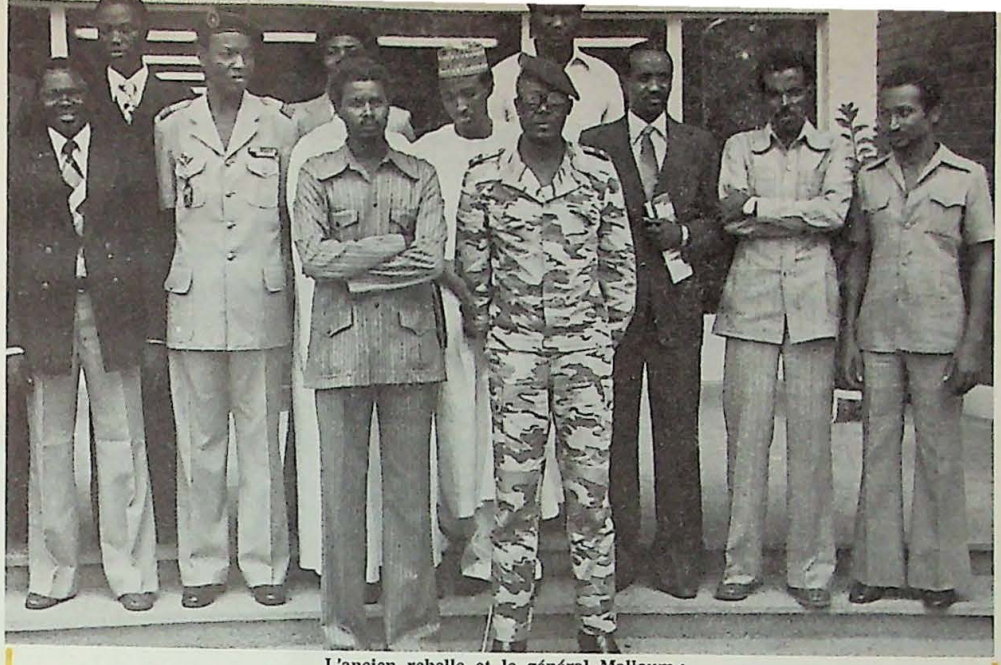
Mais la sonnerie d'alarme résonne aussi pour les Israéliens qui sont invités à jeter du lest. Il leur est demandé de laisser au vestiaire les droits prétendument historiques dont certains extrémistes ont fait leur credo politique. Peut-être a Camp David sera-t-il obtenu une concrétisation des concessions que Moshe Dayan a laissé entrevoir à propos de la Cisjordanie et de Gaza. En effet, les Israéliens n'excluent pas l'éventualité de reposer le problème de la souveraineté sur ces territoires après cinq ans d'autonomie administrative prévue dans leur plan en 26 points. Mais Begin pense avoir le temps et il veut faire traîner les choses car, en fait, il reconnaît implicitement que les concessions doivent venir d'Israël. Pour se présenter à la négociation sur des positions de force il a signé avec l'opposition travailliste un accord facilement atteint sur le refus d'admettre la création d'un Etat palestinien mais non sur le retrait israélien. En effet le bloc travailliste, comme les Américains, est partisan d'un compromis territorial et se distingue ainsi de l'intransigeance du chef du Likoud qui se trouve être en même temps à la tête du gouvernement d'Israël. Ce qui n'est pas fait pour arrondir les angles. Mais Begin, en insistant sur la sécurité, point sur lequel ses compatriotes sont particulièrement chatouilleux, appelle à l'unité du pays dans la tour-

mente diplomatique. Il a fait donner le banc et l'arrière-banc du lobby sioniste pour rappeler à Carter, s'il l'avait oublié, que les élections présidentielles américaines sont pour l'année prochaine.

Mais l'armure de Begin n'est pas aussi invulnérable qu'il y paraît. Si les tenants du grand Israël sont influents jusque dans les sphères gouvernementales, les partisans de la « *paix maintenant* » ne sont pas restés inactifs. Une manifestation de presque 100 000 personnes a été organisée à Tel-Aviv, ce qui à l'échelle française représenterait plusieurs millions de manifestants. Il faut rappeler aussi le geste de certains officiers réservistes favorables à des concessions réalistes qui ont fait savoir par une lettre ouverte au gouvernement qu'en cas de prochaine confrontation avec les Arabes, ils ne reprendraient pas les armes à la légère. Certes, ces « *renégats* » ont été désavoués, y compris par les militants de la « *paix maintenant* ». Mais pareils faits traduisent un ras-le-bol des combats comparable à celui qui s'était emparé des esprits français à propos de la guerre d'Algérie. Des facteurs subjectifs qu'il ne faut pas sous-estimer, qu'il faut prendre comme faits politiques et qui constituent peut-être l'élément le plus tangible en faveur de la paix dans la situation complexe d'aujourd'hui. Et sur ce point aussi Sadate est pour quelque chose. Si les clameurs de son voyage « courageux » à Jérusalem se sont tues, l'écho — on le constate —, n'en est point tari.

Et les Palestiniens ?... Certes, ils feront l'objet de discussions. Sur ce point, Sadate a besoin au moins de concessions de forme pour obtenir un brevet de bonne conduite de la part des Etats arabes quelque peu interloqués par ces initiatives. Mais il semble que les Palestiniens n'ont pas pu, ou n'ont pas su, s'imposer à cause de tous les problèmes qui se posent à la résistance sur la scène politique. Un accord tacite entre les Etats intéressés au conflit et les Américains pour les exclure du règlement semble en fait acquis (exception faite de la Syrie). Camp David sera une borne difficile à dépasser dans la route périlleuse de l'O.L.P., même si Yasser Arafat a rejeté par avance les conclusions de cette rencontre. Déjà l'expérience a démontré que les sionistes n'étaient pas les seuls ennemis à combattre. Et dans cette phase de hiatus entre les positions des U.S.A. et d'Israël, les Palestiniens ont à affronter au même titre les Etats arabes alliés moins rétifs de Washington dans la région. L'O.L.P. aura encore plus à préciser sa ligne politique pour devenir non plus seulement l'objet mais le véritable sujet d'une authentique négociation qui concerne le sort de la Palestine et d'Israël, et l'avenir de peuples appelés à coexister.

Alain TLEMCEN ■



L'ancien rebelle et le général Malloum : les poubelles de l'Histoire.

La nouvelle "solution française" au Tchad

Toute honte bue

Hissen Habre, le guérillero devenu Premier ministre, tenait la dragée haute à Paris, au temps de la détention de Françoise Claustre. Aujourd'hui, il mange dans la main de la France...

Enfin ! Hissen Habre, l'ex-étudiant à Sciences-Po, l'ancien sous-préfet du président Tombalbaye, devenu chef d'une partie des dissidents Toubous du nord du Tchad et l'auteur de **« la plus longue prise d'otages de l'histoire contemporaine »**, est parvenu à ses fins : au pouvoir. Le **« révolutionnaire »**, le **« guerillero »** qui tenait tête à Paris du fond de son désert, a monnayé au prix fort son ralliement, dans un Tchad à bout de forces... et de solution de rechange.

Le gouvernement français est si peu étranger à ce dénouement, plutôt paradoxal et amer pour lui, qu'il s'est empressé de s'en réjouir publiquement, par la voix autorisée du porte-parole de l'Elysée. Comme si — ce qui est le cas —, les affaires intérieures tchadiennes se menaient bien à Paris...

Evidemment, la couleuvre paraît un peu dure à avaler. Que penseraient les Français, si bien travaillés au corps par les grands « media » gouvernementaux durant la détention de Françoise Claustre qu'ils en avaient fini par détester cette **« bande de loqueteux Toubou »** (selon le mot de Jean Dutourd, dans **France-Soir**) et par crier tous les jours **« Touche pas à la femme blanche ! »**, s'ils savaient que ce retournement spectaculaire est l'œuvre de Paris, du président Giscard d'Estaing et de René Journiac, son conseiller pour les affaires africaines ?

Il fallait, maintenant que la situation militaire est bien en main, que les légionnaires et commandos de marine français sont à nouveau sur le terrain, imaginer une solution politique : Hissen Habre, rallié sans troupes et chassé par le FROLINAT, pouvait tout de même faire l'affaire. C'est un homme du nord, qui peut faire mine de représenter la partie dissidente du Tchad dans un gouvernement d'union nationale où le sud dominera tout de même, comme par le passé. C'est surtout un adversaire déclaré de la Libye et du FROLINAT : et Paris préférait encore s'accommoder du politicien Toubou que de devoir négocier réellement avec les chefs de la guerilla, et avec le gouvernement libyen qui l'appuie.

Mais quelle « unité nationale » est possible avec un homme devenu aussi impopulaire au nord, et si déconsidéré sur le plan politique ? Et quelle solution définitive instaurer sans inclure dans un règlement le FROLINAT, qui contrôle la moitié nord du pays, et la Libye, qui en est frontalière ? Apparemment, l'arrangement conclu entre Paris et N'Djamena pour tenter de débloquer la situation politique dans un sens qui sauvegarde l'essentiel des intérêts néo-colonialistes, ne peut déboucher sur du définitif : Hissen Habre est rentré au Tchad par la grande porte, mais sous la protection des « Jaguar », des canons et des commandos français sans lesquels — au début de cette année — le FROLINAT aurait obligé le général Malloum, actuel président du Tchad, à négocier d'égal à égal... et à retirer les troupes françaises.

Paradoxalement, la rentrée d'Hissen Habre apparaît donc comme une victoire de la diplomatie française : Paris escompte bien que la nomination à la tête du gouvernement tchadien d'un ancien chef de la guerilla ne pourra qu'accroître les divisions dans les maquis, qui sont aussi anciennes que la rébellion elle-même et auraient fait une trentaine de morts dans la région de Faya-Largeau, à la mi-août. C'est ainsi que se mène, depuis les salons froids de l'hexagone, une « grande politique saharienne » qui n'en finit pas de paraître « impériale ».

Philippe MARIELIE ■

Iran :
La peur a changé de camp

Honni, discrédité, le régime corrompu du shah veut se donner une façade libérale. Drôle de façade ! Le "nouveau" gouvernement a un air très rétro et ne parvient pas à apaiser les esprits. Au point que des rumeurs de coup d'Etat circulent à Téhéran. Les Américains réfléchissent...

A s'en tenir aux deux dernières apparitions télévisées d'un shah bredouillant et ne trouvant plus les mots d'un français qu'il maîtrise pourtant parfaitement, le chef de l'ex-empire perse semble à bout de souffle. Comment en est-il arrivé là, celui qui se proclamait superbement, il n'y a pas si longtemps, le défenseur de l'aryanisme, celui qui menait son pays d'une main de fer ?

Tout a commencé lorsque, le 7 janvier dernier, sur ordre du shah, la sinistre police politique SAVAK faisait paraître dans un quotidien de Téhéran, un texte injurieux à l'égard de l'ayotollah Khomeiny, le plus grand chef religieux chiite du monde musulman (et pas seulement de l'Iran), exilé en Irak depuis quinze ans à la suite de ses prises de position radicales contre l'arbitraire du shah. Dès le lendemain, les chefs religieux de la ville sainte de Quam organisent une marche de protestation pacifique. La SAVAK n'hésite pas à ouvrir le feu : plus d'une centaine de personnes sont tuées. Désormais, par vagues successives, tous les quarante jours — durée du deuil musulman —, la population des villes participe à une protestation répétée qui dégénère en émeutes ; ce qui entraîne de nouvelles tueries. Le cercle de la contestation est bouclé. « *Des erreurs ont été commises* », reconnaît le shah dans une interview à T.F.1. Il faut le croire : la colère des masses, loin de se calmer, s'est amplifiée et généralisée. On n'attend même plus les quarante jours. La vague périodique fait place maintenant au flot continu : la contestation est permanente.

Il faut dire que la répression est aveugle. Le droit d'asile dans les édifices religieux ou au domicile des dignitaires du clergé iranien n'est même plus respecté ; c'est ainsi que la police poursuit deux prêtres chiites jusque dans la maison de l'ayotollah Shariat Madari et les assassine devant lui. A Chirah, on viole même des femmes dans la mosquée. De telles exactions policières poussent l'agitation populaire à son paroxysme. A Holsbahi, tous les soirs, 15 000 personnes se réunissent. Le 31 août, pour la prière du Ramadan, jeûne traditionnel, une cassette est passée dans toutes les mosquées de l'Iran afin de transmettre un message de l'ayotollah Khomeiny appelant, depuis son exil irakien, ses compatriotes à la non-soumission. C'est la « révolution de la cassette ». Les mosquées, transformées en autant de Sorbonne style mai 68, restent malgré tout le seul refuge où le peuple peut se réunir et discuter dans une espèce de *no mans's land* hors de portée de la SAVAK et de l'armée, une sorte de havre bénéficiant de franchise qui n'aurait pas été accordée par le pouvoir mais imposée à lui.

Le Shah d'Iran :
un tyran qui perd de sa superbe.

L'incendie du Reichtag

C'est dans ce contexte tumultueux qu'est intervenu l'horrible épisode de l'incendie du cinéma Rex à Abadan : 400 personnes périssent carbonisées dans une salle dont les issues ont été bloquées. Tous les indices révélés par une enquête menée par le Front national, parti d'opposition, concordent pour conclure à la provocation du pouvoir ou de ses sbires : feu déclenché par bombes incendiaires utilisées seulement par la police et l'armée ; cinéma encerclé par la police une heure avant la tragédie ; pompiers arrivés trop tard et sans eau sur les lieux du sinistre alors que le corps des pompiers d'Abadan est particulièrement bien équipé habituellement, compte tenu de la proximité des raffineries de pétrole.

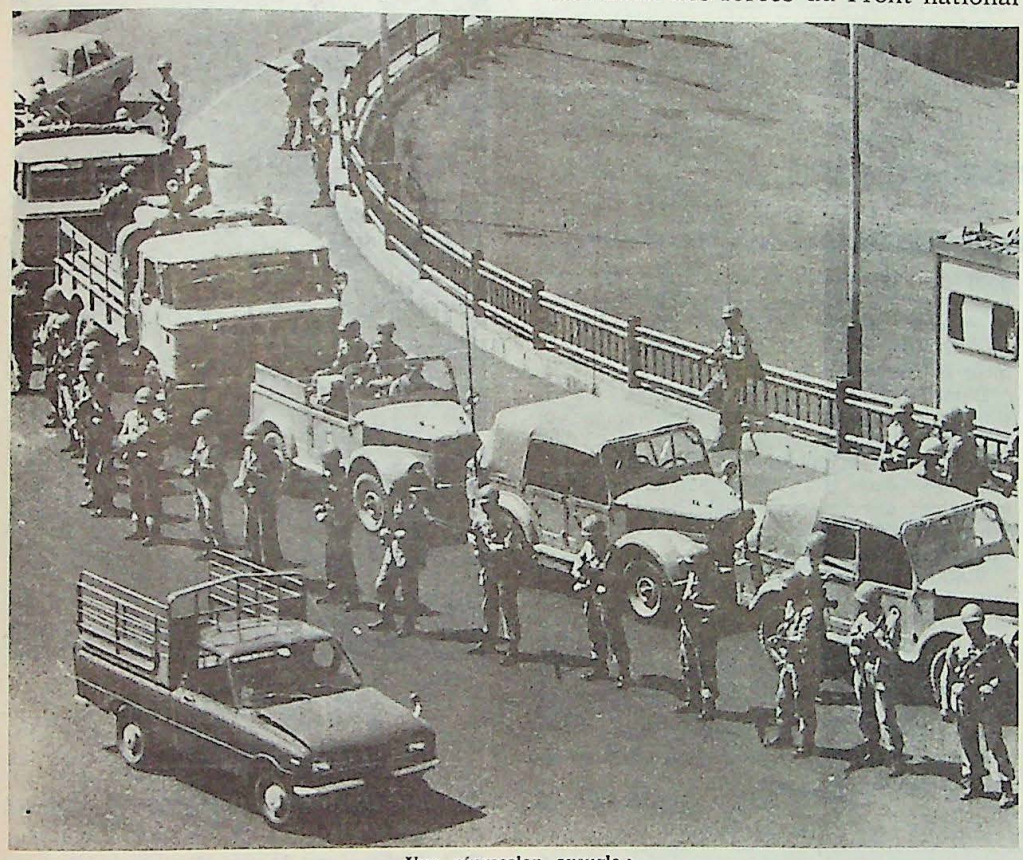
Il s'avère que devant un mécontentement qui a secoué si brutalement l'Iran, le régime voulait attribuer à l'opposition ce crime honteux. Comment ? En se fondant sur les attaques de banque et des salles de spectacle qui avaient eu lieu précédemment. Mais c'est le symbole d'un système économique qui était alors visé par les manifestants. Et les officiels oublient de dire que ces attaques étaient toujours organisées alors que ces établissements étaient vides de population. La vérité, c'est que les tenants du shah ont cru un peu trop facilement détourner l'attention des contestataires. Pour formuler ses mensonges grossiers, la très officielle agence de presse PARS, véritable annexe de la SAVAK, s'est heurtée à une grève de journalistes. La vérité, c'est qu'avec l'incendie du cinéma Rex, le régime du shah a mis à son lourd passif ce qui, politiquement, ressemble fort à un incendie du Reichtag. Par la suite, on a voulu faire porter la responsabilité à un suspect arrêté en Irak. Mais personne n'a été dupe et 30 000 personnes ont manifesté, à Abadan, leur opposition au shah, mettant directement en cause son régime pour ce forfait.

Le shah — tout ce qui se fait dépend de lui —, a créé ainsi les conditions de son isolement intérieur. Ainsi, comme on l'a dit, tout a commencé à Quom. Pourtant, si on veut saisir réellement la situation iranienne, il faut chercher plus loin les origines de cette contestation et resituer ces événements dans leur contexte politique et économique

Une partie difficile

Reste que, dans la partie difficile qu'engage aujourd'hui le shah, la marge est étroite. Ce n'est certainement pas sur le parti unique Rastakhiz

qu'il peut compter. Il n'est plus à l'heure qu'il est « qu'une grande machine qui tourne à vide », une lézarde de plus dans cette façade naguère imposante de l'empire perse. Ce parti, significatif du totalitarisme du régime et créé de toutes pièces par le shah, imposait une adhésion obligatoire à tout Iranien voulant quitter son pays. Le Rastakhiz s'écroule. Mieux, il explose. Ce qui libère les Iraniens et leur permet d'adhérer à d'autres partis. La libéralisation politique n'est pas le fait du prince. Elle est imposée par les faits. On compte déjà 17 partis et l'ouverture du local du Front national est annoncée. Dans cette kyrielle de mouvements et d'organisations, le parti démocrate créé par Jamad Alamir, ex-correspondant du *Monde*, est à signaler.



Une répression aveugle :
Des « erreurs » auraient été commises...

Il est clair pour le shah que le moment est venu pour lui de faire des concessions, même limitées, aux dignitaires musulmans les plus modérés. Ainsi a-t-il décidé de la fermeture des casinos et des lieux de plaisir. Ces derniers ont été créés par l'intermédiaire de la Fondation Palhavi qui devait être, à l'origine, une institution à but humanitaire mais avait dévié de ses objectifs initiaux. Dans ce milieu affairiste, on retrouve des copains et des coquins au sein même de la famille du shah dont les revenus vont baisser.

- Le rétablissement du calendrier musulman ;
- La suppression du ministère de la femme, bien inoffensif et surtout préoccupé de l'élection de Miss Iran quand ce n'est pas de trouver quelques maîtresses aux habitués du Palais.

La tentative d'intégrer les chefs religieux modéré comme l'ayotollah Madari se solde par un échec. Quant à la délégation envoyée auprès de Khomeiny, dont la contestation au shah est plus radicale, elle se heurte, en dépit des dénégations du nouveau Premier ministre, à un refus violent de réconciliation avec un régime honni.

La vieille tactique : diviser l'opposition pour régner n'a pas payé, cette fois-ci. Le Front national, transformé en Union des forces du Front national (U.F.F.N.) a rejeté de pareilles offres et le Parti communiste pro-soviétique Toodeh dénonce dans ces concessions des « *mesures démagogiques* ».

Cela ne veut pas dire qu'il y ait unanimité dans les partis d'opposition. L'U.F.F.N. qui n'a plus de réelles bases populaires et dont les membres sont issus de la bourgeoisie éclairée exige la dissolution de la SAVAK et la liberté pour les partis (sauf pour les communistes et l'extrême gauche). De plus, il réclame une amnistie pour les prisonniers alors que le Mouvement de libération de l'Iran qui lutte pour l'institution d'une République islamique ne demande la liberté que pour les religieux incarcérés. L'accord se fait, cependant, sur le refus d'élections tant qu'un climat de liberté pleine et entière n'est pas rétabli. Et surtout il y a consensus sur un point capital : le départ du shah et même de la dynastie Palhavi. Certes, on peut se demander si une opposition composite — anciens guérilleros, marxistes, libéraux, religieux —, offre une alternative réelle en cas de renversement du shah.

Reste que la force du mouvement populaire spontané est telle qu'il semble qu'il n'y ait pas seulement le pouvoir qui soit dépassé. Les partis d'opposition doivent conserver une certaine unité sous peine de se couper du courant populaire.

La seule carte maîtresse du shah semble être l'armée, pilier le plus sûr de l'édifice impérial quelque peu branlant. Aussi est-elle l'objet de soins tout particuliers de la part du souverain : 25 milliards de dollars d'armement ont été achetés en six ans. L'armée intervient contre le peuple quand la police ne suffit plus à sa tâche. Pourtant, même cette médaille aux éclats brillants a son revers. La dépendance, à l'égard du fournisseur américain, ne fait qu'augmenter et cela d'autant plus que la présence de « conseillers » et d'experts pour l'entretien et le perfectionnement de cet armement sophistiqué s'avère indispensable. Fait plus grave : le virus de la contestation ne semble pas épargner l'armée. Il y a trois mois, une vingtaine de personnalités, dont une dizaine de généraux, ont écrit au président Carter pour attirer son attention sur le fait que les droits de l'homme étaient « *négligés* » en Iran. Par ailleurs, des sous-officiers ont tiré sur leurs chefs parce que le frère d'un de leur collègue avait été tué lors des émeutes. Sans parler de la fronde de certaines catégories de militaires rigoristes, irrités par les concessions pourtant formelles du shah à l'opposition.

Alliance inébranlable

Tous comptes faits, dans ces temps difficiles en Iran, la meilleure chance du shah c'est sans doute le consensus international qui se fait à son bénéfice. La Chine « socialiste » donne la main à la très réactionnaire Arabie saoudite pour soutenir le statu-quo en Iran. Même l'U.R.S.S., avec laquelle l'Iran a 2 000 km de frontières communes, n'a pas dit grand chose d'une contestation qui s'est pourtant répandue comme une traînée de poudre. Et bien sûr, il y a « *l'alliance inébranlable* » avec les U.S.A. pour lesquels l'Iran représente le promontoire le plus avancé de la défense du monde occidental. Cependant, à Washington, on ne manque pas de s'inquiéter en constatant qu'un sous-impérialisme chargé par délégation américaine de faire le gendarme sur la région pétrolière du golfe Persique, et qui avait l'air de pouvoir résister à toutes les épreuves, risque de ne plus pouvoir assumer la tâche ainsi confiée. Grand embarras chez les dirigeants américains qui ne voient pas d'autre alternative. Pour le moment, un coup d'Etat militaire avec institution généralisée de la loi martiale ne les tente pas. Mais si l'agitation s'avérait menaçante pour leurs intérêts, si une tentative progressiste à la Mossagehy instituant l'indépendance à l'égard du puissant protecteur, venait à voir le jour, le danger ne serait pas écarté.

Alain TLEMCEN ■

James Bond en blouse blanche

Le monde pervers de l'espionnage discret.

● **« Le Dossier 51 », de Michel Deville. Salles : Biarritz (723-69-23) ; Montparnasse Pathé (326-65-13) ; Quartier Latin (326-84-65) ; Saint-Lazare Pasquier (387-35-43) ; Nation (343-04-67) ; PLM Saint-Jacques (589-68-42).**

Le premier film politique de Michel Deville : comment, en 1978, un homme — en l'occurrence un diplomate français —, peut être fiché, fouillé à son insu et, finalement, broyé sans avoir été victime d'aucune violence avouée. « Le Dossier 51 » (adapté du roman homonyme de Gilles Perrault) nous plonge dans l'univers glacé de l'espionnage discret ; de la tuerie qui ne laisse pas de traces. On ne s'attaque plus à la personne physique de la victime, mais à son inconscient : c'est l'ère des James Bond en blouse blanche, des S.A.S. qui pratiquent intensivement une psychiatrie totalitaire à base d'ordinateurs.

Document après document, Michel Deville nous donne à voir une vie d'homme découpée, filtrée, minutieusement analysée, puis patiemment reconstituée à la façon d'un puzzle ; puzzle d'où sortira une photo en négatif de l'homme-cible-photo qui révélera de la victime ce qu'elle-même ignore : le détail psychique qui deviendra le talon d'Achille de sa personnalité. Alors commencera la mise en dépendance.

D'une froideur chirurgicale achevée, le film de Deville démonte le mécanisme qui tend à ôter à tout être humain sa part d'inconnu. Avec sa technique de caméra subjective, ses plans fixes accompagnés de commentaires anonymes, Michel Deville a créé un suspense passionnant et réalisé le premier vrai film d'espionnage.

Aujourd'hui, les écoliers sont fichés dès leur plus jeune âge. Nous avons tous des dossiers nous concernant dans les tiroirs de nos gouvernements. Ces dossiers ont enregistré jusqu'au plus secret de notre sexualité bien ou mal vécue. Nous sommes tous des cibles en puissance. Vous n'êtes pas convaincu ? Ouvrez votre journal : on y parle certainement d'une mystérieuse affaire Jérémy Thorpe.

Fabian GASTELLIER ■

Molière absent

● **« Molière ou la vie d'un honnête homme », de Ariane Mnouchkine. Salles : Gaumont Rive Gauche (548-26-36) ; Hautefeuille (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées (359-04-67) ; Gaumont Sud (331-51-16).**

Ariane Mnouchkine s'est attaquée à Molière. Quatre heures, deux époques, un budget inouï et beaucoup de monde pour brosser le portrait d'un homme et faire l'esquisse d'une époque. Que reste-t-il, sur l'écran, de cet ambitieux projet ? Pas grand chose. Renonçant à prendre un parti, à donner de Molière et de son époque une lecture personnelle qui aurait intéressé les admirateurs de ses travaux avec le théâtre du Soleil, Ariane Mnouchkine s'est contenté d'ouvrir un livre d'images. Des fastes emplumés de la Cour aux regards maquillés de Monsieur le frère du Roi, ce n'est qu'une succession de tableaux d'une beauté plastique certaine, mais d'une superficialité absolue. Qu'en est-il des rapports ambigus de Molière et du Pouvoir, comment se vivait le despotisme royal ? Ariane, contrairement à un Rossellini réalisant **la prise du pouvoir par Louis XIV**, n'en dit rien.

On attendait un Molière témoin de son temps et l'on a reçu qu'un petit Jean-Baptiste Poquelin illustré qui se noie sous les mouvements de foule que Mnouchkine, certes, sait filmer avec talent (encore que 25 minutes de carnaval d'Orléans, c'est long !), mais qui ne sont guère satisfaisantes. Ariane Mnouchkine a de belles images enchanteresses, mais ces sirènes-là ne nous feront pas oublier qu'elle est passée à côté de l'essentiel.

F.G.

CLAUDE PALAZZOLI

LA SYRIE
le rêve et la rupture

● **Philippe Rondot, La Syrie, Paris, P.U.F., 1978, 128 p., 9,60 F., coll. « Que sais-je ? ».**
● **Claude Palazzoli, La Syrie : le rêve et la rupture, Paris, éd. Le Sycomore, 1977, 295 p., 47 F.**

Tout le monde en conviendra : la Syrie occupe une place telle aujourd'hui dans le conflit du Proche Orient que cette seule raison suffirait qu'on s'y intéresse. Il y en a une seconde : ce pays est mal connu. Seules, jusqu'ici, les publications en langue anglaise, auraient pu nous fournir matière à combler quelques lacunes à ce sujet. Mais, outre qu'elles sont de qualités diverses, elles demeurent la plupart du temps inaccessibles au lecteur moyen.

Les deux ouvrages qui viennent de paraître, celui de Philippe Rondot et celui de Claude Palazzoli, permettent désormais au lecteur français, non seulement de se familiariser avec la Syrie, l'arabisme, mais aussi avec les lignes de force qui inspirent aujourd'hui la politique du général Assad, chef de l'Etat, dans ce jeu compliqué où se joue une bonne part de l'équilibre du monde.

On saura gré à Philippe Rondot de nous avoir procuré une synthèse parfaitement claire et rapide — mais n'est-ce pas la vocation de la collection ? —, non seulement de la géographie, de l'histoire, mais aussi des récents événements du Liban dont on connaît l'importance. Le dernier chapitre, tout particulièrement, traite de **« la place de la Syrie dans le monde arabe d'aujourd'hui »**. Problème épineux s'il en est. Problème à la fois des relations bilatérales entre la Syrie et les différents Etats arabes de la région, — ceux du **« champ de bataille »** et ceux qui n'y appartiennent pas —, problème également plus général certes, mais plus complexe, des relations interarabes.

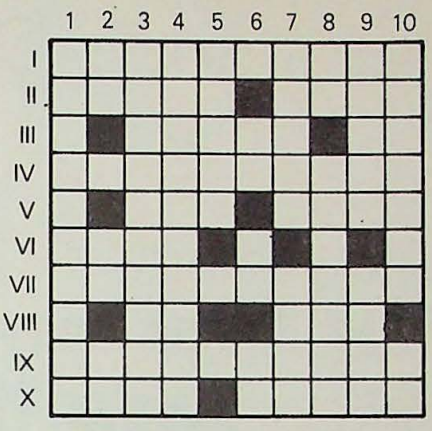
Restent certaines appréciations ou jugements de valeur qui ne laisseront pas de surprendre parfois. Notamment sur le type de « démocratie » qui se développe dans ce pays ; quand on sait précisément que l'évolution toute récente du régime — peu importent les raisons, elles sont tout à la fois intérieures et obéissent à des considérations de politique régionale —, le conduit à un renforcement très sensible des pouvoirs du chef de l'Etat. Les dernières élections (8 février 1978) plébiscitant Hafez El-Assad (99,6 % des suffrages exprimés) ne cessent pas de surprendre, quand on connaît le taux de participation (17 %) aux législatives du mois d'août 1977. La seule personnalité du président n'expliquant pas à elle seule un tel « revirement » du corps électoral. De même, la composition du gouvernement, l'équilibre subtil mais inchangé dont il fait la preuve, ne permet pas, en dépit des proclamations de principe — toujours de bon ton —, d'espérer quelque changement substantiel dans la conduite des affaires du régime.

L'ouvrage de Claude Palazzoli, ancien professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, par définition, à un tout autre objet que le premier. Il s'en distingue, par ailleurs, par le ton, plus libre et plus incisif. La connaissance du terrain et des hommes donne au surplus à l'étude entreprise par Cl. Palazzoli, une chaleur qui prend ses distances avec la rigueur un peu crispée liée aux entreprises universitaires.

Reste le fond ou, si l'on préfère, la méthode. Il paraît bien difficile de se contenter, s'agissant de ce pays comme d'ailleurs de tout autre, à fortiori s'agissant des pays arabes, soit d'une approche descriptive ou impressionniste. Or, précisément, l'auteur n'accorde pas toute la place qui convient au caractère spécifique de l'économie syrienne, ni aux mécanismes complexes mais essentiels qui régissent les rapports qu'entretiennent certaines couches sociales avec le type nouveau de bourgeoisie qui détient les commandes dans l'appareil d'Etat. Certes, bien des concepts, y compris les plus familiers — nationalisme arabe, « nouvelle bourgeoisie », etc. —, restent obscurs ou mal exploités. Ils n'ont d'ailleurs de sens que très théorique. A moins, et c'est bien l'objet que devrait poursuivre toute monographie, de les rendre crédibles. Il est dommage que l'ouvrage de C. Palazzoli ne s'y soit pas attaché. D'autant qu'il s'agit là d'un des tous premiers livres consacrés à un pays dont on entendra forcément reparler.

José SANCHEZ ■

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 64

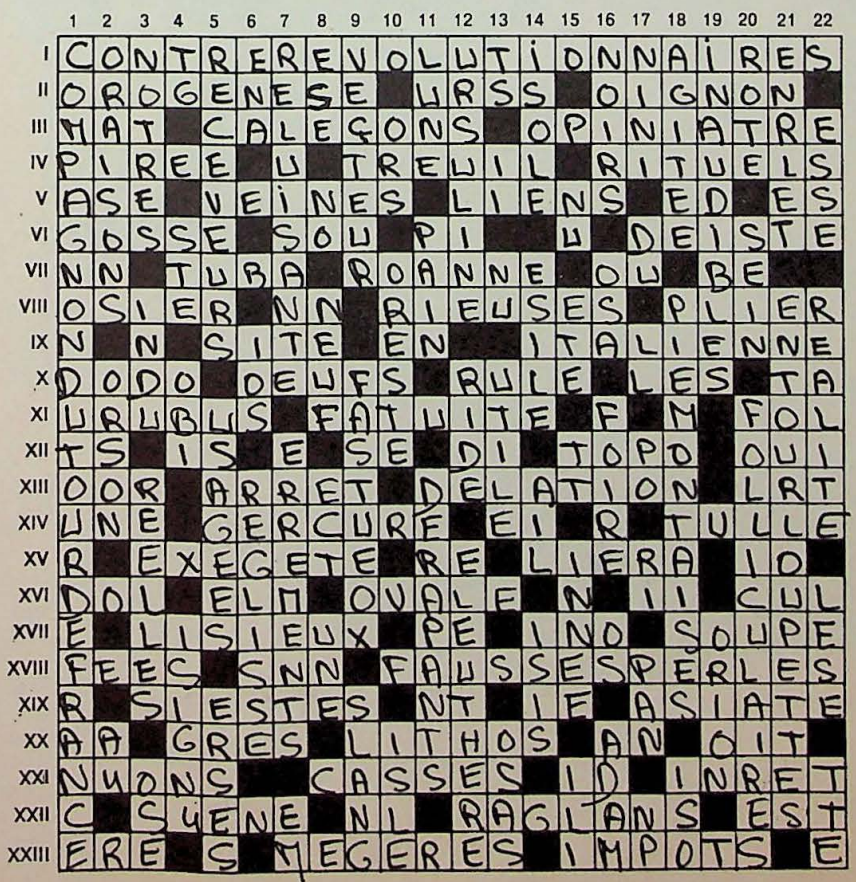
Horizontalement

I. Se fait entendre sans pour autant se faire entendre ! - II. Protestons. Pour une pantouflarde. - III. Une station où il y a des grains. Normande. - IV. Sans colonne ni bassin. - V. Muet dans le désordre. Vieille croûte. - VI. Fait sauter le bonus. - VII. Le comble, c'est que ça peut être une urne. - VIII. Sur une lettre, ça fait 1,20 F en moins. Préfixe. - IX. Celui de Carter restera célèbre. - X. Présentes. Sort des chaînes.

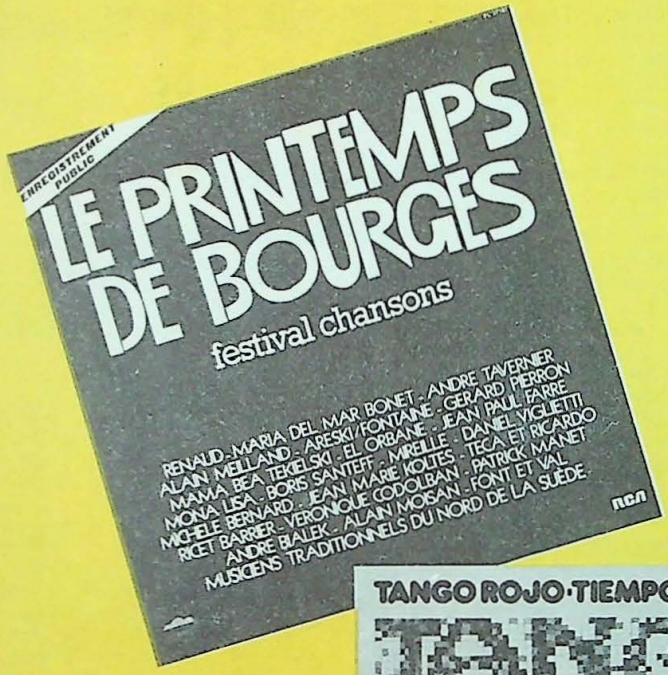
Verticalement

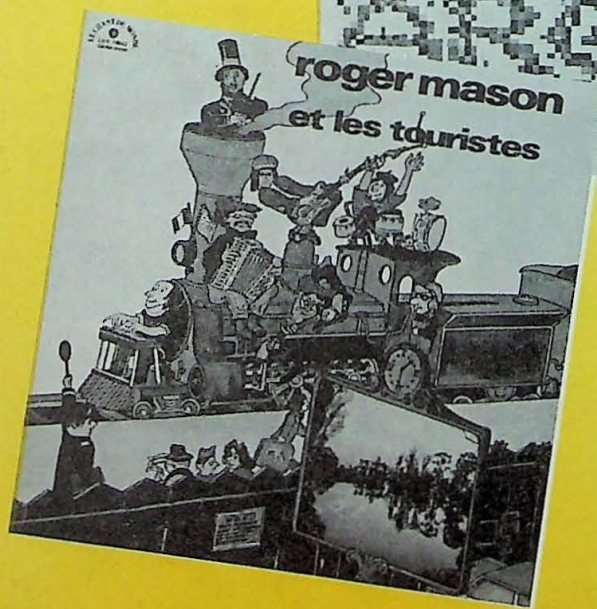
1. Le tout, c'est d'en sortir. - 2. Alternatif. En bière. Négation. - 3. Concerne un héritier. - 4. N'ont pas « élevé la qualité de l'union » ! - 5. Autocrates. - 6. Lettres de lettres. Parcouru. François, Michel, Pierre (et les autres ?). - 7. On les a à l'œil. Protège les rapaces. - 8. Coule dans les mots croisés depuis 50 ans. Refuser l'affrontement. - 9. Contestera. S'il se coupe, il est cuit ! - 10. Sert à faire de mur. Fin de participe.

SOLUTION DU N° 63



DISQUES





Le printemps pour la rentrée

Je ne vous apprends rien : c'est la rentrée. Il va bientôt falloir raccrocher (si ce n'est déjà fait) avec métro, boulot, militanto.

A T.S., comme on est toujours soucieux de la santé de nos lecteurs, on s'est dit qu'on pourrait peut-être contribuer à mettre un peu de distraction dans cette dure année qui démarre. Voilà pourquoi, sans prétention, on vous signale les disques et les spectacles qu'on a aimés. Bien sûr, ça ne veut pas dire que les autres ne valent pas un clou, et si vous avez bien aimé un spectacle ou un disque, dites-nous-le, qu'on en profite aussi.

Vous avez sûrement entendu parler du *Printemps de Bourges*. C'est en avril, me direz-vous, et on ne peut pas toujours passer cinq jours dans le Loir-et-Cher pour le festival de la chanson. Eh bien maintenant, vous pouvez y passer toute l'année, car un double album enregistré en public au dernier *Printemps de Bourges* vient de sortir. Comme je ne peux pas citer tout le monde, je ne cite aucun des noms de ceux qui remplissent les plages de ce disque qui a, parmi bien d'autres qualités, celle d'ouvrir ses sillons au moins connus comme à ceux qui le sont plus.

Le Printemps de Bourges - Festival chansons. RCA - Ecoute s'il pleut. PL 37 187 (2 x U).

Tango rouge

Je ne sais pas si vous êtes allé à la dernière fête du PSU, mais si oui, vous avez peut-être vu *Tiempo Argentino*. A ce moment-là, on parlait beaucoup de l'Argentine. Si l'on a tendance à oublier, pour *Tiempo*, l'exil et le malheur de leur pays sont toujours vivants. Sur des orchestrations où le tango se marie au jazz, c'est la révolte et l'espoir qui sont chantés, c'est la colère et la lutte, en attendant « *les janviers porteurs de la paix finale* ».

Tiempo Argentino. Tango Rojo. WEA; Hexagone 883 019 (A).

Un vieux train pour la Louisiane

Toujours à la fête du PSU, il y avait Roger Mason et les Touristes. Si vous aimez le country-rock, n'hésitez pas, prenez « *le vieux train de la Louisiane* », et accompagnez les Touristes dans leur visite de l'Amérique ; c'est un voyage très sympa.

Roger Mason et les Touristes. Chant du monde LDX 74 642 (A).

Du côté des spectacles, c'est encore calme, et puisque l'*Humanité* refuse toujours d'annoncer, même en deux lignes la fête du PSU, on ne vous dira pas ce qui se passe les 9 et 10 septembre à La Courneuve.

Michel MARTIN ■